

## **Guide du présentateur pour le Module 1 : Initiatives de la CCNUCC concernant l'agriculture et les Contributions déterminées au niveau national (CDN)**

Le présent document orientera le présentateur pour le Module 1 du cours de formation.

### **Objectif**

Après avoir assisté à la présentation de ce module, les participants devraient :

1. être familiers avec le contexte de la CCNUCC ;
2. comprendre le lien entre la CCNUCC et l'élaboration des politiques nationales relatives aux changements climatiques ;
3. comprendre comment d'autres politiques/stratégies prennent en compte l'intégration des préoccupations liées aux changements climatiques dans la planification et la budgétisation nationales ;
4. comprendre le processus d'élaboration des CDN ;
5. être familiers avec les exigences de déclaration liées aux CDN.

### **Programme**

Ce module est censé durer 75 minutes dont environ 45 pour la présentation (présentation entrecoupée de questions de temps à autre) et 30 pour les questions supplémentaires et un débat par la suite.

### **Guide du présentateur**

Le temps entre parenthèses après le titre de chaque diapositive, par exemple (2 *minutes*), donne une indication du temps que le présentateur est censé consacrer à cette diapositive.

Diapositive 1 : « Module 1 : Initiatives de la CCNUCC concernant l'agriculture et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) » (1 minute)

Ce premier module présentera un bref historique de la CCNUCC et de ses initiatives liées à l'agriculture. Il constituera la toile de fond des modules suivants au cours de cette formation.

Diapositive 2 : « Objectifs » (1 minute)

Dans la première moitié de cette présentation, on présentera l'historique de la CCNUCC. Dans la deuxième partie, les initiatives de la CCNUCC relatives à l'agriculture seront expliquées, y compris les Contributions déterminées au niveau national. La présentation se terminera par une brève prévision des initiatives de la CCNUCC relatives à l'agriculture.

Diapositive 3 : « Historique de la CCNUCC » (3 minutes)

L'implication des Nations Unies dans la lutte contre les changements climatiques remonte à 1988, avec la création du Groupe international d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) par l'Organisation météorologique mondiale et la Plateforme des Nations Unies pour l'environnement.

Le premier rapport du GIEC a conduit à l'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette convention a été adoptée en 1992 à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio, Brésil.

Les pays qui ont signé la CCNUCC se sont réunis pour la première fois à Berlin en **1995**, à la première Conférence des Parties, en abrégé COP 1.

Deux années plus tard, en **1997**, le Protocole de Kyoto a été adopté, fixant des objectifs contraignants en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre pour les pays développés, pour la période 2008-2012.

Pour l'après-2012, les Parties ont convenu d'adopter un nouveau traité. Ce traité devait être adopté en **2009** à la COP15 tenue à Copenhague, mais les pays ne sont pas parvenus à un tel accord.

En **2015**, l'Accord de Paris a été adopté. Cet accord a été signé, depuis, par tous les pays et les oblige à soumettre des Contributions déterminées au niveau national tous les cinq ans.

Les Contributions déterminées au niveau national seront examinées pour la première fois au cours de la prochaine COP prévue en **2018**, en Pologne.

Diapositive : « Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) » (2 minutes)

L'implication des Nations Unies dans la lutte contre les changements climatiques remonte à 1988, avec la création du Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC). Le GIEC a été créé par l'Organisation météorologique mondiale et la Plateforme des Nations Unies pour l'environnement pour : « donner un avis scientifique clair sur l'état actuel des connaissances relatives aux changements climatiques et à leurs impacts environnementaux et socioéconomiques potentiels. »

Depuis sa création, le GIEC a publié 11 rapports. Ces rapports sont demandés par les gouvernements qui administrent le GIEC et couvrent des thèmes tels que la base physique des changements climatiques, l'adaptation et l'atténuation, ainsi que d'autres thèmes plus spécifiques. Les rapports du GIEC sont élaborés par milliers de chercheurs à titre bénévole et examinés par les gouvernements avant leur publication.

En 2018, le GIEC publiera un rapport spécial sur les impacts du réchauffement planétaire de 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels et des tendances mondiales des émissions de gaz à effet de serre qui s'ensuivent. En 2019, le GIEC publiera trois autres rapports. L'un d'entre eux, en l'occurrence le « Rapport spécial sur les changements climatiques et la terre », mettra l'accent sur la sécurité alimentaire dans l'un de ses chapitres.

Diapositive : « Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) » (2 minutes)

Le premier rapport du GIEC a confirmé que le réchauffement planétaire était une réalité et convaincu suffisamment de gouvernements d'adopter la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La convention a été adoptée en 1992, à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, première conférence mondiale de cette envergure sur l'environnement tenue à Rio de Janeiro (Brésil), à laquelle ont pris part plus de 100 chefs d'État.

En signant la convention, les Parties ont convenu de la manière dont ils négocieraient des traités internationaux à l'avenir en vue « d'empêcher toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ».

Diapositive : « Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) » (1 minute)

L'Organe subsidiaire de mise en œuvre.

Diapositive : « Accord de Paris » (3 minutes)

À la COP de 2015 tenue à Paris, à laquelle ont pris part plus d'une centaine de chefs d'État, l'Accord de Paris a été adopté. Il s'agit du premier accord juridiquement contraignant relatif au climat ayant une portée mondiale. Depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015, il a été signé par 179 pays membres de l'ONU, bien que les États-Unis aient annoncé leur intention d'y renoncer.

Avec cet accord, les pays ont convenu de limiter le réchauffement à 1,5 à 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels. Les pays développés ont également convenu de continuer à mobiliser 100 milliards de dollars par an en faveur des pays en développement jusqu'à 2025 pour le financement de la lutte contre les changements climatiques.

Le plus important est que l'Accord de Paris (Article 4, Alinéa 2) exige que chaque pays prépare, communique et maintienne des Contributions déterminées au niveau national (CDN) qu'il a l'intention de réaliser. Ensemble, ces CDN déterminent si le monde atteindra l'objectif à long terme de l'Accord de Paris consistant à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 à 2 degrés Celsius. Les CDN seront expliquées en profondeur plus loin.

Outre les CDN qui revêtent une pertinence particulière pour l'agriculture, il est intéressant de noter que l'Accord de Paris reconnaît également de manière explicite qu'il est prioritaire de préserver la sécurité alimentaire et d'éradiquer la faim.

L'Accord de Paris a également, pour la première fois, intégré la problématique homme-femme en préconisant que les mesures d'adaptation adoptent une approche axée sur les pays, sensible au genre, participative et tout à fait transparente.

Diapositive : « Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) » (2 minutes)

La première initiative de la CCNUCC présentant un intérêt particulier pour l'agriculture est la création de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique. Cet organe a été créé dans le cadre de la CCNUCC pour discuter des questions scientifiques et techniques et faciliter les négociations de la Conférence générale des Parties. Le nom de cet organe en abrégé est « SBSTA » et se prononce généralement « *substa* ». Au sein du SBSTA, les représentants des gouvernements justifiant d'une expertise pertinente se réunissent deux fois par an depuis 1995. Le SBSTA peut soumettre des projets de décisions à la COP pour approbation.

Dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, les Parties ont convenu de promouvoir l'application de technologies ou de pratiques qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, et l'agriculture a été explicitement mentionnée comme l'un des secteurs dans lesquels ceci est possible.

En 2011, la COP a décidé d'agir et de réfléchir à ce qu'elle pourrait faire pour promouvoir l'atténuation et l'adaptation dans le secteur agricole. L'agriculture étant une question technique, la Conférence des Parties a demandé au SBSTA d'examiner les « questions relatives à l'agriculture ». La COP a demandé aux Parties et aux organisations observatrices du SBSTA de donner leur avis sur l'agriculture en vue d'échanger les points de vue et de décider du thème de la Conférence des Parties suivante.

Diapositive : « Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) » (1 minute)

L'Organe subsidiaire de mise en œuvre est un organe créé dans le cadre de la CCNUCC pour examiner les questions de mise en œuvre. Il appuie la mise en œuvre de l'Accord de Paris en

élaborant les procédures des CDN. Il incombe au SBI de maintenir l'élan politique et d'assurer la transparence. Il collabore également avec le SBSTA sur des questions transversales.

Diapositive : « Mais, qu'en est-il de l'agriculture dans tout cela ? » (1 minute)

Jusqu'ici, nous n'avons discuté que des accords internationaux sur les changements climatiques en général, alors que nous sommes ici pour parler spécifiquement du rôle du secteur agricole dans ces accords. Où l'agriculture s'intègre-t-elle dans les négociations ?

Diapositive : « Historique du SBSTA et de l'agriculture » (2 minutes)

Un an après avoir été invités à examiner les questions relatives à l'agriculture, les pays et les observateurs ont soumis au SBSTA, au total, 53 documents exprimant leurs points de vue sur l'agriculture et la manière dont la CCNUCC devrait l'intégrer. La plupart des documents soulignaient l'importance de l'agriculture pour l'action climatique, mais le SBSTA n'était pas d'accord sur la manière dont la CCNUCC pouvait soutenir cela. Il s'ensuit qu'aucune décision n'a été soumise à la Conférence des Parties suivante.

En 2013, le SBSTA a lancé un appel à propositions et organisé un atelier sur « l'état actuel des connaissances scientifiques sur la manière d'améliorer l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques tout en promouvant le développement rural, le développement durable et la productivité des systèmes agricoles et la sécurité alimentaire. »

À la lumière de cette contribution, le SBSTA a lancé un nouvel appel à propositions et programmé des ateliers pour 2015 et 2016.

Au cours du premier des deux ateliers en session sur l'agriculture organisés en 2015, des experts du SBSTA ont échangé leurs points de vue sur le thème : « Élaboration de systèmes d'alerte précoce et de plans d'urgence liés aux phénomènes météorologiques extrêmes et à la désertification, à la sécheresse, aux inondations, aux glissements de terrain, aux ondes de tempête, à l'érosion du sol et à l'intrusion d'eau salée ».

Au cours du deuxième atelier, les experts se sont penchés sur « l'évaluation du risque et de la vulnérabilité des systèmes agricoles à différents scénarios de changements climatiques aux niveaux régional, national et local, y compris, mais sans s'y limiter, les ravageurs et les maladies ».

Les deux ateliers ont débouché sur un riche échange d'idées duquel sont ressortis les messages clés suivants :

- toutes les Parties sont touchées par les changements climatiques dans le secteur agricole ;
- la collaboration s'impose ;
- il y a lieu de renforcer les capacités.

Il a été conclu que le SBSTA pourrait étudier comment la CCNUCC peut faciliter un échange d'informations et d'experts, par exemple au moyen d'une évaluation systématique de la situation du moment et l'élaboration d'une plateforme en ligne pour l'échange d'informations.

En 2016, une autre série d'ateliers en session a été organisée.

Le premier a porté sur le thème « Identification des mesures d'adaptation ». Tous les participants ont souligné que l'agriculture était fortement touchée par les changements climatiques, en particulier dans les pays en développement. Ils ont souligné également qu'il était nécessaire de mettre à échelle les bonnes pratiques, de créer des institutions efficaces, d'apporter un financement pour la lutte contre les changements climatiques et de renforcer les capacités des pays en développement afin de les aider à mettre en œuvre les mesures d'adaptation. Enfin et non des

moindres, les participants ont signalé le potentiel de coavantages des mesures d'adaptation pour le développement et la nécessité d'adopter une approche sexospécifique.

Le deuxième atelier a porté sur « l'Identification et l'évaluation des pratiques et techniques agricoles visant à améliorer la productivité de manière durable, la sécurité alimentaire et la résilience ». Les participants à cet atelier ont signalé que l'efficacité des pratiques et techniques agricoles dépendait du contexte et que des approches tant agricoles que non agricoles devaient être adoptées. Enfin et non des moindres, il a été souligné qu'il y avait lieu de mettre à profit les connaissances scientifiques et locales.

Au cours des deux ateliers, les participants sont arrivés à la conclusion que le SBSTA pourrait étudier comment la CCNUCC pourrait favoriser ce processus en facilitant la collaboration et le partage d'informations entre pays.

Après les ateliers, le SBSTA a examiné ces conclusions dans le cadre de deux autres réunions avant de parvenir à un accord.

Diapositive : « Décision de la CCNUCC concernant l'agriculture » (2 minutes)

En 2017, lors de sa réunion, qui a coïncidé avec la COP23 tenue à Bonn, le SBSTA est parvenu à proposer une décision avant la COP.

Le SBSTA a demandé à la COP de poursuivre ses travaux sur l'agriculture, en collaboration avec l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI), dans le cadre de l'Action commune de Koronivia sur l'agriculture. Cela permettra de mettre davantage l'accent sur la mise en œuvre d'actions climatiques dans le secteur, contrairement aux négociations axées exclusivement sur les aspects scientifiques et techniques.

La COP a également demandé aux pays et aux observateurs de soumettre leurs points de vue sur plusieurs questions à examiner lors de la prochaine réunion de l'Action commune de Koronivia sur l'agriculture. Les questions qui seront examinées concernent notamment :

- les voies et moyens de mettre en pratique les idées émanant des précédents ateliers ;
- les méthodes d'évaluation de l'adaptation, des coavantages et de la résilience ;
- l'amélioration du carbone et de la fertilité du sol ;
- l'amélioration de la teneur en carbone et de la fertilité du sol ;
- l'amélioration des systèmes d'élevage ;
- les dimensions socioéconomiques et de sécurité alimentaire des changements climatiques en agriculture.

Alors que l'Action commune de Koronivia sur l'agriculture doit seulement faire rapport à la COP en 2020, il crée une tribune pour discuter du développement agricole dans le contexte de la CCNUCC et propose de nouvelles initiatives.

Diapositive : « Plans nationaux d'adaptation (PNA) » (2 minutes)

Le processus d'élaboration des plans nationaux d'adaptation (PNA) a été mis en place au titre du Cadre de Cancun, pendant la conférence sur le climat qui s'est tenue au Mexique en 2010. Les pays en développement sont encouragés à élaborer et mettre en œuvre des plans nationaux d'adaptation afin de faciliter la coopération internationale et l'appui à ces plans. Les PNA sont destinés, en particulier, à satisfaire les besoins d'adaptation à moyen et long terme, tandis que les Plans d'action nationaux d'adaptation (PANA) ont été élaborés pour les besoins d'adaptation à court terme.

Les PNA permettront aux pays en développement et les encourageront à :

- identifier les besoins d'adaptation ;
- élaborer et mettre en œuvre des programmes d'adaptation.

L'utilisation d'un format similaire permettra aux pays d'apprendre les uns des autres et aux organismes d'élaboration d'apporter plus facilement leur aide.

L'une des manières dont les PNA facilitent l'élaboration des plans d'adaptation consiste à apporter un appui et un financement à ces programmes par le biais :

- du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ;
- du Fonds vert pour le climat (FVC) ; et
- du Programme mondial d'appui au processus des PNA.

Étant donné que l'agriculture est l'un des secteurs les plus touchés par les changements climatiques, les PNA offrent aux pays en développement la possibilité d'élaborer leurs plans d'adaptation pour l'agriculture et d'obtenir une assistance et un financement pour ces derniers.

Diapositive : « Mesures d'atténuation adaptées au contexte national (MAAN) » (1 minute)

La décision d'instituer les MAAN a été adoptée à la COP18 à Doha. Il s'agit de plans qui aident les pays à atteindre leurs objectifs d'atténuation de manière appropriée au niveau national. Il existe un registre en ligne pour les plans en cours d'exécution, pour ceux élaborés et nécessitant un soutien, ainsi que pour le soutien disponible. Les MAAN dans le secteur agricole peuvent constituer des stratégies de croissance verte et apporter un financement climatique aux pays. Demain, le financement climatique sera examiné plus en profondeur dans un module séparé.

Diapositive : « Contributions déterminées au niveau national (CDN) » (2 minutes)

Avant la COP de Paris, toutes les Parties ont été invitées à soumettre des Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN). Les pays devaient présenter, dans ces CPDN, les actions climatiques qu'ils entendaient entreprendre après 2020.

Les CPDN ont été qualifiées de « prévues » car elles ont été formulées avant que l'Accord de Paris ne soit effectivement conclu. Une fois qu'un pays ratifie l'Accord de Paris, son CPDN devient la Contribution déterminée au niveau national (CDN).

Aux termes de l'Accord de Paris, les pays soumettront des CDN actualisées tous les cinq ans, ce qui représentera une progression par rapport aux CDN actuelles de chaque pays pour refléter son ambition la plus élevée possible. Trois années après leur présentation, toutes les CDN seront examinées et discutées par la COP à la réunion de Bilan mondiale.

Diapositive : « Contributions déterminées au niveau national (suite) » (2 minutes)

Les CDN mettront les pays sous surveillance publique en vue de la mise en œuvre de leurs mesures en faveur du climat et de l'accroissement continu de leurs ambitions en matière de réduction des émissions. Les CDN permettent également à la COP de suivre les engagements des pays et de calculer l'augmentation de température prévue au cours du Bilan mondial. La manière dont le Bilan mondial se déroulera doit encore être décidée en 2018.

Les pays peuvent soumettre une partie de leurs CDN sous forme de contributions conditionnelles, ce qui signifie qu'ils ne les mettront en œuvre que s'ils reçoivent un certain soutien, notamment un financement ou un transfert de savoir.

L'agriculture étant importante tant pour l'adaptation que pour l'atténuation, elle occupe une place de choix dans la plupart des CDN, comme cela apparaîtra clairement dans les diapositives suivantes.

Diapositive : « Principales caractéristiques des CDN » (1 minute)

Les CDN bien conçues signalent au monde que le pays apporte sa contribution à la lutte contre les changements climatiques et à l'atténuation des risques climatiques futurs. En préparant leurs CPDN, les pays devraient avoir suivi un processus transparent pour renforcer la confiance des parties prenantes nationales et internationales et la responsabilité à leur égard. Une bonne CPDN doit être **ambitieuse** et conduire à une transformation des secteurs et de l'industrie à forte intensité de carbone ; **transparente**, de sorte que les parties prenantes puissent assurer le suivi des progrès et s'assurer que les pays atteignent leurs objectifs déclarés ; et **équitable** pour que chaque pays apporte sa juste contribution à la lutte contre les changements climatiques.

Il est important que les CDN soient clairement communiquées afin que les parties prenantes nationales et internationales puissent prévoir la manière dont ces actions contribueront à la réduction des émissions mondiales et à la résilience aux changements climatiques. Une CPDN doit également expliquer comment le pays intègre les changements climatiques dans les autres priorités nationales, notamment le développement durable et la réduction de la pauvreté, et envoyer des signaux au secteur privé pour contribuer à ces efforts.

Diapositive : « CDN soumises » (1 minute)

Sur le site Internet de veille climatique (point) org, nous pouvons voir une carte des pays qui ont soumis des CDN ou des CPDN.

Diapositive : « CDN soumises : Agriculture » (1 minute)

Le CCAFS a analysé les CPDN qui ont été soumises au début de 2017 pour voir où l'agriculture est apparue dans chacun d'eux. Cette carte présente les pays qui intègrent à la fois des cibles d'atténuation ET d'adaptation dans le secteur agricole (bleu foncé), où l'agriculture n'est intégrée que dans les priorités d'adaptation (bleu clair), où les objectifs de réduction des émissions de GES incluent particulièrement l'agriculture (orange foncé), où il existe un objectif de réduction des émissions de GES à l'échelle de l'économie (orange clair) et où l'agriculture n'est pas mentionnée dans la CPDN (blanc).

Au total, 103 CPDN prennent en compte l'atténuation dans le secteur agricole, tandis que la quasi-totalité (102) des 113 pays qui prennent en compte l'adaptation accordent la priorité à l'agriculture.

Les mesures d'atténuation mentionnées comprenaient la réduction des émissions du bétail, des terres agricoles et des prairies ; au nombre des exemples de mesures d'adaptation figure la protection des sous-secteurs de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche.

Certaines Parties mentionnent également des sous-secteurs tels que l'élevage (70), la pêche (71) et la gestion de l'eau agricole (83). Étant donné que la pêche et la gestion de l'eau constituent essentiellement des problèmes d'adaptation et que ce sont 102 Parties qui font référence à l'adaptation dans le secteur agricole, ces sous-secteurs sont bien représentés dans les CPDN. La foresterie est exceptionnellement bien représentée (153 Parties), car elle est au cœur des mesures d'atténuation prévues par la CCNUCC.

Diapositive : « L'agriculture parmi les priorités de l'adaptation dans les CDN » (1 minute)

Les Parties à la CCNUCC avaient la possibilité d'intégrer les priorités et plans d'adaptation aux changements climatiques dans leurs CPDN. La plupart des Parties qui sont des pays en

développement (134 pays) l'ont fait et 126 d'entre eux ont indiqué que l'agriculture constituait une priorité pour l'adaptation. Tous ces pays sont indiqués en bleu sur la diapositive.

Vingt-neuf Parties mentionnent l'agriculture intelligente face au climat, qui considère que les objectifs de productivité, d'adaptation et d'atténuation sont étroitement liés (mais reconnaît bien les compromis). Vingt Parties mentionnent des approches agroécologiques ou des approches similaires qui comprennent la sécurité alimentaire et les préoccupations sociales et environnementales. Neuf Parties font référence aux approches d'AIC et agroécologiques, reconnaissant ainsi de nombreuses similitudes entre ces approches.

Les cinq principales mesures d'adaptation dans le secteur agricole mentionnées par la plupart des pays sont les suivantes : la gestion du bétail, la gestion des cultures, la gestion de la pêche et de l'aquaculture, la gestion de l'irrigation et la gestion de l'eau. Le transfert du savoir (par exemple, la vulgarisation), la diversification agricole et la gestion des sols et des terres étaient également populaires.

Diapositive : « L'agriculture parmi les priorités de l'atténuation dans les CDN » (1 minute)

Les pays ont été invités à indiquer dans leurs CPDN leurs objectifs en matière d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Au total, 104 pays (en rouge) ont mentionné l'agriculture parmi les secteurs dans lesquels ils envisageaient de réduire leurs émissions en vue d'atteindre leurs objectifs ; parmi eux, 70 sont des pays en développement. Les 15 pays en rouge plus clair ont atteint les objectifs d'atténuation dans tous les secteurs de l'économie.

Diapositive : « CDN soumises : Points saillants concernant l'agriculture » (1 minute)

En dépit des défis historiques liés à la prise en compte de l'agriculture dans les négociations officielles sur les changements climatiques, les CPDN soumises mettent en exergue la priorité pour les pays de traiter de la question de l'adaptation et de l'atténuation dans le secteur agricole au niveau national.

L'analyse de Richards et al. de 2016 montre que la grande majorité des Parties reconnaissent le rôle important que joue l'agriculture dans le soutien à une solution de développement durable sûre. En fait, l'agriculture et/ou ses sous-secteurs sont analysés dans 80 % des CPDN, tandis que la foresterie figure dans 95 % des CPDN soumises.

Comme on pouvait s'y attendre, les Parties visées à l'Annexe 1 se concentrent essentiellement sur l'atténuation, tandis que celles non visées à l'Annexe 1 mettent l'accent sur l'adaptation, ce qui se reflète également dans les questions agricoles. Fait remarquable, sur les 160 CPDN soumises qui ont été analysées, 102 comprennent des objectifs liés à l'adaptation dans le secteur agricole, 103 des objectifs liés à l'atténuation dans le secteur agricole et 128 des objectifs liés à d'autres utilisations des terres.

L'égalité sociale, les droits humains et la sécurité alimentaire ne font pas l'objet d'une grande attention dans les politiques relatives aux changements climatiques, que ce soit au niveau national ou au niveau mondial. À l'heure actuelle, les CPDN ne vont pas suffisamment loin pour traiter en profondeur des stress induits par les changements climatiques pour la société et de l'inclusion sociale, tandis qu'une faible attention est accordée à l'égalité des sexes dans les actions de lutte contre les risques de changement climatique, ce qui accroît le fossé entre les sexes.



Diapositive : « Cibles et ambitions » (1 minute)

L'estimation des cibles et ambitions dépend de chaque Partie. En général, les pays visés à l'Annexe I disposent de plus d'informations sur les bases historiques à utiliser comme données de référence et souvent d'informations détaillées sur les types de GES, tandis que les pays non visés à l'Annexe I ne disposent généralement pas de données historiques et estiment leurs cibles en fonction des émissions au titre du scénario de maintien du statu quo.

Diapositive : « Cibles et ambitions » (1 minute)

Les cibles peuvent être définies en tenant compte des émissions de l'année de référence par rapport à une année cible ou en considérant une année donnée dans un scénario de référence (émissions prévues) par rapport à une année cible.

Diapositive : « Cibles et ambitions : types de cibles » (1 minute)

L'Explorateur des CDN est un outil en ligne qui permet d'analyser et de comparer les CPDN et les CDN des deux pays. Il repose uniquement sur les informations contenues dans ces documents.

Comme le montre la carte, certains pays n'ont pas défini de cibles dans les CPDN soumises, d'autres ont utilisé le scénario de maintien du statu quo pour définir leurs cibles, cibles absolues, niveaux d'intensité cibles, cibles de pointe, politiques et mesures, ainsi que leurs coavantages.

Diapositive : « Cibles et ambitions : types de cibles » (1 minute)

Types de CPDN :

Par « **cibles liées aux GES** », on entend les contributions définies comme des résultats cibles en termes de GES (y compris la cible de l'année de référence, le niveau cible fixé, la cible au titre du scénario de référence, l'intensité cible et la trajectoire cible).

Par « **cibles non liées aux GES** », on entend les contributions exprimées en termes de résultats spécifiques, quantifiables et souhaités en matière d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable, de foresterie ou dans d'autres domaines, et qui ne sont pas exprimées en termes d'émissions de GES ou de réduction des émissions.

Par « **actions** », on entend les contributions qui comprennent l'intention de mettre en œuvre des moyens spécifiques pour la réalisation des réductions de GES, notamment les politiques et projets.

**Type de cible lié aux GES**

Par « cibles liées aux GES », on entend les résultats souhaités, définis en termes de GES, dont cinq types : la cible de l'année de référence, le niveau cible fixé, la cible du scénario de référence, l'intensité cible et la trajectoire cible.

*Cible de l'année de référence* : un engagement à réduire ou maîtriser l'augmentation des émissions d'une quantité donnée par rapport à une année de référence.

*Niveau cible fixé* : un engagement à réduire ou maîtriser l'augmentation des émissions jusqu'à un niveau absolu d'émissions au cours d'une année cible. Un type d'objectif à niveau fixe est un objectif de neutralité carbone consistant à atteindre un niveau d'émissions nettes nul à une certaine date.

*Cible du scénario de référence* : un engagement à réduire les émissions d'une quantité spécifiée par rapport au scénario de référence des émissions prévues. Un scénario de référence est un scénario

qui représente les événements ou les conditions futurs les plus susceptibles de survenir, en l'absence d'activités entreprises pour atteindre l'objectif d'atténuation.

*Niveau d'intensité cible* : un engagement à réduire l'intensité des émissions (émissions par unité d'une autre variable, généralement le PIB) d'une quantité donnée par rapport à une année de référence historique.

*Trajectoire cible* : un engagement à réduire ou maîtriser l'augmentation des émissions à des quantités d'émissions précises pendant plusieurs années ou périodes cibles sur une longue période (notamment les cibles pour 2020, 2030 et 2040 au cours de la période 2020-50).

### **Type de cible non lié aux GES**

Par « cibles non liées aux GES », on entend les contributions exprimées sous forme de résultats spécifiques, quantifiables et souhaités concernant l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la foresterie ou d'autres secteurs ou techniques, et non en termes d'émissions de GES ou de réduction des émissions. Les types comprennent les cibles en termes d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de foresterie, ainsi que d'autres cibles.

***Année(s)/période(s) de référence*** : par « année de référence », on entend une année spécifique de données historiques par rapport auxquelles les émissions sont comparées au fil du temps. La période de référence correspond à une moyenne de plusieurs années de données historiques par rapport auxquelles les émissions sont comparées au fil du temps.

***Année(s)/période(s) cible (s)*** : par « année/période cible », on entend l'année ou une période de plusieurs années consécutives au cours de laquelle l'objectif doit être atteint.

***Cible à long terme*** : indique si la CPDN comprend un objectif à long terme, ainsi que l'année cible si elle est incluse.

**Secteurs couverts** : si la cible couvre Tous les secteurs (hormis ou y compris le secteur UTCATF) ou une partie des secteurs.

**Gaz à effet de serre couverts** : la liste des gaz à effet de serre couverts en indique si la CPDN couvre ce qui suit.

Les sept gaz de Kyoto : le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), les hydrofluorocarbures (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC), l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>) et le trifluorure d'azote (NF<sub>3</sub>), qui a été ajouté au « panier » des gaz à effet de serre couverts par le Protocole de Kyoto au cours de la première période d'engagement, conformément à la [Décision 4/CMP.7](#).

Les six gaz de Kyoto : dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), méthane (CH<sub>4</sub>), oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), hydrofluorocarbures (HFC), hydrocarbures perfluorés (PFC) et hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>).

Les gaz partiels : moins de six gaz de Kyoto.

Les mécanismes du marché international – utilisation prévue des mécanismes du marché international : si (oui ou non) la Partie entend utiliser les mécanismes du marché international.

Les éléments de légende peuvent être modifiés pour s'adapter aux nouvelles CPDN soumises.

Diapositive : « Cibles et ambitions : quelques exemples » (2 minutes)

Exemples de trois pays en développement d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, montrant une diversité d'approches, d'objectifs, de priorités, etc.

Diapositive : « Cadre de transparence amélioré » (2 minutes)

La transparence est essentielle pour la réussite de l'Accord : tant pour les actions entreprises par les Parties que pour l'appui financier, technologique et en matière de renforcement des capacités apporté et reçu par certaines Parties (Van Asselt et al. 2016).

L'article 13 de l'Accord de Paris établit un cadre de transparence amélioré pour l'action et le soutien, avec une souplesse intrinsèque qui tient compte des différentes capacités des Parties et s'inspire de l'expérience collective.

**But**

Le cadre de transparence du soutien a pour but de clarifier le soutien apporté et reçu par les différentes Parties dans le cadre des actions relatives aux changements climatiques et, dans la mesure du possible, de donner un aperçu complet de l'appui financier total apporté afin d'éclairer le Bilan mondial au titre de l'Article 14.

**Fourniture d'informations, examen technique par des experts et examen multilatéral de facilitation des progrès**

Au titre du Cadre de transparence amélioré en matière d'appui, les pays développés Parties et les autres Parties qui apportent un appui doivent fournir des informations sur l'appui financier, technique et sous forme de renforcement des capacités apporté aux pays en développement Parties. Ces informations doivent faire l'objet d'un examen technique par des experts. Chaque Partie doit également prendre part à un examen multilatéral de facilitation des progrès. Les pays en développement doivent fournir des informations sur le financement, le transfert de technologie et l'appui au renforcement des capacités nécessaires et reçus.

Le cadre de transparence amélioré permet d'assurer le suivi des progrès accomplis en vue de l'atteinte tant des objectifs et des cibles individuels définis par les parties nationales que les objectifs mondiaux fixés par l'Accord de Paris. Il prend en compte les différences de capacités entre les pays en développement, offrant ainsi une certaine souplesse en ce qui concerne la portée, la fréquence et le niveau de détail des informations communiquées.

Il permet :

- de créer la confiance dans la réalisation des engagements des Parties ;
- d'identifier les informations sur les changements climatiques et les lacunes des politiques ;
- de fournir des informations sur l'importance de l'action climatique.

Aux termes de l'Accord de Paris, certains aspects doivent être mesurés en termes de rapports déjà définis, tandis que d'autres doivent encore être déterminés. Ceux déjà identifiés concernent l'adaptation, l'atténuation et le soutien. S'agissant de l'atténuation, les Parties doivent déclarer leurs émissions et les progrès réalisés au titre des CDN en matière d'atténuation, ainsi que le lien avec les ODD (le dernier est facultatif).

Pour ce qui concerne l'adaptation, la déclaration des progrès accomplis au titre de la CDN est facultative. Dans le cas de l'appui, les pays visés à l'Annexe I doivent rendre compte du soutien apporté aux pays non visés à l'Annexe I, tandis que ces derniers peuvent ou non déclarer le soutien reçu.

En ce qui concerne les aspects à définir, ils comprennent les Modalités communes, les procédures et les lignes directrices pour la transparence des mesures et du soutien.

S'agissant de l'atténuation, toutes les Parties doivent rendre compte de leurs progrès tous les cinq ans, tandis que les rapports sur les stratégies de réduction des émissions sont facultatifs.

Tel qu'indiqué plus haut, les rapports sur l'adaptation sont facultatifs.

Par ailleurs, le soutien n'est obligatoire que pour les pays développés.

Diapositive : « Messages clés » (2 minutes)

1. Bien que l'Accord de Paris tienne lieu de cadre mondial pour la réduction des impacts des changements climatiques, l'action climatique a lieu aux niveaux national, infranational et local.
2. L'agriculture revêt une importance capitale pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, en particulier dans les pays en développement. Un financement est nécessaire pour atteindre les objectifs fixés.
3. La recherche et l'appui technique sont essentiels pour créer un cadre de transparence solide et réalisable dans lequel le renforcement des capacités joue un rôle essentiel.

Diapositive : « Ressources »

Il existe des hyperliens entre toutes les images et la ressource en ligne. Il existe une copie de la présentation sur la clé USB. Vous pouvez donc accéder aux ressources en ouvrant la présentation et en cliquant sur le lien souhaité.

Merci de votre attention. Avez-vous des questions ou des commentaires ?

## **Module 2 : Agriculture intelligente face au climat et définition des priorités pour les investissements**

### **DIAPOSITIVE 2 : OBJECTIFS DU MODULE**

- Présenter aux participants le principe de l'agriculture intelligente face au climat :
  - o y compris ses origines, ses trois piliers et les raisons de sa création.
- Décrire les différentes options technologiques de l'AIC :
  - o y compris les pratiques fondées sur les conditions météorologiques, l'eau, les semences/races, le(s) carbone/nutriments et les activités institutionnelles/commerciales.
- Donner des exemples d'études de cas sur les options technologiques réussies de l'AIC en Afrique
- Examiner des outils techniques d'analyse ex ante des options d'AIC en matière d'agriculture

### **DIAPOSITIVE 3 : DÉFINITION DE L'AIC**

L'agriculture intelligente face au climat (AIC) est une approche de transformation et de réorientation du développement agricole dans le contexte des nouvelles réalités des changements climatiques (Lipper et al. 2014). La définition la plus couramment utilisée est celle de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), selon laquelle : « **l'agriculture qui augmente durablement la productivité et la résilience (adaptation), réduit/élimine les GES (atténuation) dans la mesure du possible et améliore la réalisation des objectifs nationaux de sécurité alimentaire et de développement** ». Cette définition identifie la sécurité alimentaire et le développement comme objectifs principaux de l'AIC (FAO 2013a; Lipper et al. 2014) ; tandis que la productivité, l'adaptation et l'atténuation sont identifiées comme les trois piliers interdépendants nécessaires pour atteindre ces objectifs.

### **DIAPOSITIVE 4 : ORIGINE DE L'AIC (1/2)**

Jusqu'à la fin des années 2000, la question des changements climatiques dans le secteur agricole était essentiellement axée sur l'atténuation, à savoir comment l'agriculture pouvait réduire la quantité d'émissions de gaz à effet de serre entrant dans l'atmosphère.

Cependant, les pays en développement étaient de plus en plus préoccupés par les voies et moyens d'adapter l'agriculture et l'élevage aux changements climatiques.

Ceci a donné lieu à deux domaines d'activité distincts dans le processus de négociation de la CCNUCC : l'**atténuation** et l'**adaptation**. Celles-ci comprennent chacune des concepts, des approches et des méthodologies spécifiques.

### **DIAPOSITIVE 5 : ORIGINE DE L'AIC (2/2)**

En dépit de ces deux domaines différents d'activités au sein de la CCNUCC, la communauté scientifique a déployé des efforts pour mettre en évidence les synergies entre l'adaptation et l'atténuation au sein du secteur agricole.

Il existe des synergies et des coavantages entre l'atténuation, l'adaptation et la sécurité alimentaire, et le secteur agricole peut générer un « triple avantage » dans ces trois domaines.

En 2010, la FAO a introduit le concept d'agriculture intelligente face au climat au cours de la Conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les changements climatiques tenue à La Haye.

#### **DIAPOSITIVE 6 : POURQUOI L'AIC ? (1/2)**

L'agriculture intelligente face au climat a le pouvoir d'aborder la question du lien entre les changements climatiques et l'agriculture. Elle peut également aider à lutter contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la mauvaise distribution alimentaire.

En dépit de l'attention accordée au développement agricole et à la sécurité alimentaire au cours des dernières décennies, il existe encore environ 800 millions de personnes sous-alimentées et 1 milliard de personnes souffrant de malnutrition dans le monde (Figure 2). Dans le même temps, plus de 1,4 milliard d'adultes sont en surpoids et un tiers de la nourriture produite est gaspillé. Avant 2050, la population mondiale devrait augmenter pour atteindre plus de 9,7 milliards d'habitants (Nations Unies 2015). Dans le même temps, les tendances mondiales de la consommation alimentaire sont en train de changer de manière radicale. Par exemple, l'accroissement de la richesse stimule la demande pour les régimes riches en viande. Si les tendances actuelles des modes de consommation et de gaspillage de nourriture continuent, on estime que nous aurons besoin d'une production alimentaire supplémentaire de 60 % d'ici 2050 (Alexandratos and Bruinsma 2012). L'AIC contribue à améliorer la sécurité alimentaire pour les populations pauvres et marginalisées, tout en réduisant le gaspillage de nourriture à l'échelle mondiale (CCAFS 2013).

La relation entre agriculture et changements climatiques est réciproque : non seulement les changements climatiques affectent l'agriculture, mais, en retour, celle-ci a une incidence significative sur les changements climatiques. À l'échelle mondiale, l'agriculture, le changement d'affectation des terres et la foresterie sont responsables de 19 à 29 % des émissions de gaz à effet de serre (GES). Dans les pays les moins avancés, ce chiffre atteint 74 % (Vermeulen et al. 2012 ; Funder et al. 2009). À moins que les émissions agricoles ne soient réduites, l'agriculture représentera 70 % des émissions totales de GES possible, si on veut limiter l'augmentation de la température à 2°C. Les options d'atténuation disponibles dans le secteur agricole sont tout aussi compétitives du point de vue des coûts que celles qui existent dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la foresterie. En plus, elles sont tout aussi capables de contribuer à la réalisation des objectifs climatiques à long terme (Smith et al. 2007). C'est la raison pour laquelle l'atténuation constitue l'un des trois piliers de l'agriculture intelligente face au climat.

#### **DIAPOSITIVE 7 : POURQUOI L'AIC ? (2/2)**

L'AIC est une approche visant à aborder la relation entre agriculture et pauvreté. L'agriculture demeure la principale source de nourriture, d'emploi et de revenu pour de nombreuses personnes vivant dans les pays en développement. En effet, selon les estimations, près de 75 % des pauvres dans le monde vivent en milieu rural et ont pour principale source de revenu l'agriculture (Lipper et al. 2014). Ainsi, l'agriculture est particulièrement bien placée pour extirper les populations de la

pauvreté. Le développement agricole est souvent la stratégie la plus efficace et équitable tant pour faire reculer la pauvreté que pour améliorer la sécurité alimentaire (CCAFS and FAO 2014).

## **DIAPOSITIVE 8 : QU'EST-CE QUE L'AIC ?**

Les principales caractéristiques de l'AIC sont les suivantes :

- i. **L'AIC lutte contre les changements climatiques** : contrairement à l'approche classique du développement agricole, l'AIC intègre systématiquement les changements climatiques dans la planification et l'aménagement de systèmes agricoles durables (Lipper et al. 2014).
- ii. **L'AIC intègre des objectifs multiples et gère des compromis** : en principe, l'AIC a un triple avantage, à savoir l'accroissement de la productivité, l'amélioration de la résilience et la réduction des émissions. Toutefois, il est souvent impossible d'obtenir tous ces trois résultats. Souvent, au moment de la mise en œuvre de l'AIC, des compromis s'avèrent nécessaires. Ceci exige que nous identifions les synergies et évaluons les coûts et les avantages des différentes options à la lumière des objectifs des parties prenantes identifiées dans le cadre d'approches participatives (voir Figure 2).

Comme le montre la figure sur la diapositive, les trois piliers de l'AIC, sont les suivants.

- i. **Productivité (cercle du haut)** : l'AIC vise à accroître durablement la productivité agricole et les revenus tirés des cultures, du bétail et du poisson, sans porter préjudice à l'environnement. Ceci, à son tour, améliorera la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un concept clé lié à l'accroissement de la productivité est l'intensification durable.
- ii. **Adaptation (cercle en bas à gauche)** : l'AIC a pour objectif de réduire l'exposition des agriculteurs aux risques à court terme, tout en renforçant leur résilience par le biais du renforcement de leur capacité à s'adapter et à prospérer face à des chocs et des stress à long terme. Une attention particulière est accordée à la protection des services écologiques que les écosystèmes fournissent aux agriculteurs et à d'autres. Ces services sont essentiels tant pour le maintien de la productivité que pour notre capacité à nous adapter aux changements climatiques.
- iii. **Atténuation (cercle en bas à droite)** : dans la mesure du possible, l'AIC devrait contribuer à réduire et/ou éliminer les émissions de gaz à effet de serre (GES). Ceci suppose que nous réduisions les émissions pour chaque calorie ou kilo de nourriture, de fibres et de carburant que nous produisons ; que nous évitions la déforestation due à l'agriculture ; et que nous gérons les sols et les arbres de manière à optimiser la possibilité pour eux de servir de puits de carbone et d'absorber le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère.

## **DIAPOSITIVE 9 : AUTRES CARACTÉRISTIQUES DE L'AIC (1/3)**

**L'AIC maintient les services écosystémiques** : les écosystèmes fournissent aux agriculteurs des services essentiels, notamment l'air, l'eau, la nourriture et les matériaux. Il est impératif de veiller à ce que les interventions AIC ne contribuent pas à leur dégradation. Ainsi, l'AIC adopte une approche paysagère qui repose sur les principes de l'agriculture durable, mais va au-delà des approches sectorielles étroites qui conduisent à des utilisations débridées et concurrentes des terres, pour assurer une planification et une gestion intégrées (FAO 2012b ; FAO 2013a).

**L'AIC a de multiples points d'entrée à différents niveaux** : l'AIC ne doit pas être perçue comme un ensemble de pratiques et de techniques. Elle compte plusieurs points d'entrée, qui vont de la mise au point de techniques et de pratiques à l'élaboration de modèles et des scénarios de changements climatiques, aux technologies de l'information, aux régimes d'assurance, aux chaînes de valeur et au renforcement du cadre institutionnel et politique propice. En tant que tel, elle va au-delà des techniques uniques au niveau de l'exploitation pour prendre en compte l'intégration de plusieurs interventions au niveau du système alimentaire, du paysage, de la chaîne de valeur ou des politiques.

#### **DIAPOSITIVE 10 : AUTRES CARACTÉRISTIQUES DE L'AIC (2/3)**

**L'AIC est spécifique au contexte** : ce qui est intelligent face au climat dans un endroit peut ne pas l'être ailleurs, et aucune intervention n'est intelligente face au climat partout ou tout le temps. Les interventions doivent tenir compte de la manière dont les différents éléments interagissent au niveau du paysage, au sein des écosystèmes ou entre ceux-ci et dans le cadre de différents mécanismes institutionnels et réalités politiques. Le fait que l'AIC s'efforce souvent d'atteindre plusieurs objectifs au niveau du système rend particulièrement difficile le transfert des expériences d'un contexte à un autre.

#### **DIAPOSITIVE 11 : AUTRES CARACTÉRISTIQUES DE L'AIC (3/3)**

**L'AIC mobilise les femmes et les groupes marginalisés** : pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et améliorer la résilience, les approches de l'AIC doivent associer les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces groupes vivent souvent sur les terres marginales qui sont les plus vulnérables à des phénomènes climatiques tels que la sécheresse et les inondations. Ils sont, par conséquent, plus susceptibles d'être affectés par les changements climatiques. Le genre constitue un autre aspect primordial de l'AIC. En règle générale, les femmes ont moins accès et droit à la terre qu'elles cultivent, ou à d'autres ressources productives et économiques qui pourraient contribuer à renforcer leur capacité d'adaptation pour faire face à des phénomènes tels que les sécheresses et les inondations (Huyer et al. 2015). L'AIC s'efforce d'associer tous les acteurs locaux, régionaux et nationaux à la prise de décision. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut identifier les interventions les plus appropriées et nouer les partenariats et alliances nécessaires pour rendre possible le développement durable.

#### **DIAPOSITIVE 12 : MESURES POUR RÉALISER L'AIC**

L'AIC ne saurait être réalisée en vase clos et il n'incombe pas uniquement aux agriculteurs, pris individuellement, de répondre à l'appel à mettre en œuvre l'AIC. Une large gamme de parties prenantes doivent travailler ensemble pour aider à créer un environnement propice au développement de l'AIC.

- Il y a lieu de renforcer les capacités des institutions nationales et locales. Il s'agit notamment des institutions nationales de recherche agronomique, des organisations paysannes locales, des services de vulgarisation, des services d'information sur l'agriculture et le climat, etc.
- Il est nécessaire d'élargir les options de financement pour aider les agriculteurs et autres acteurs de la chaîne de valeur agricole et alimentaire à adopter les pratiques d'AIC. Le financement climatique, qui est un sujet vaste, est analysé de manière plus approfondie dans le module 3 de cette formation.



- L'AIC exige la mise en place de politiques propices. Ceci peut comprendre, notamment des subventions intelligentes face au climat et une politique nationale de lutte contre les changements climatiques prenant en compte le secteur agricole.

Ensemble, ces trois aspects permettront de mettre en œuvre les pratiques d'AIC et d'adopter les techniques pertinentes sur le terrain et dans les exploitations agricoles.

### **DIAPOSITIVE 13 : TYPES D'OPTIONS D'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT**

Les pratiques d'AIC peuvent être réparties en cinq différents types, à savoir :

1. Pratiques intelligentes face aux conditions météorologiques
2. Pratiques intelligentes face à l'eau
3. Pratiques intelligentes face aux semences/races
4. Pratiques intelligentes face au carbone/aux nutriments
5. Activités intelligentes face aux institutions/au marché

Cette partie de la présentation passera en revue quelques exemples relevant de ces catégories.

### **DIAPOSITIVE 14 : PRATIQUES INTELLIGENTES FACE AUX CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES**

Dans cette catégorie, la pratique la plus souvent analysée est celle des **services d'information climatique (SIC)**. La fréquence et la gravité de phénomènes climatiques extrêmes tels que les sécheresses, les périodes sèches, les vagues de chaleur, les tempêtes et les inondations, augmentent à travers le monde sous l'effet des changements climatiques. Les petits exploitants agricoles sont particulièrement vulnérables à la variabilité des conditions météorologiques, qui peut survenir tant d'une saison à une autre qu'au cours d'une même saison. Les agriculteurs qui pratiquent l'agriculture pluviale sont particulièrement vulnérables à la variabilité de la pluviométrie. Ainsi, la plupart d'entre eux ont recours à des « stratégies d'adaptation » traditionnelles qui ont évolué au fil des générations grâce à leur longue expérience des variations naturelles, conjuguée à leurs réponses spécifiques à la saison au fur et à mesure de l'évolution de celle-ci. Ces stratégies sont de nature à « répartir les risques ». En d'autres termes, elles visent à atténuer les effets néfastes des mauvaises saisons, mais ne parviennent généralement pas à tirer parti des bonnes opportunités qu'offrent les saisons moyennes et supérieures à la moyenne (Cooper et al. 2008). Toutefois, un appui et des politiques institutionnelles propices, ainsi que des informations climatiques (historiques, suivies et prévisibles) et des avis météorologiques, permettraient de réduire ces incertitudes et aideraient les agriculteurs à mieux gérer les risques et profiter de conditions climatiques favorables lorsqu'elles surviennent.

### **DIAPOSITIVE 15 : PRATIQUES INTELLIGENTES FACE AUX CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES**

L'**assurance indicielle** constitue un autre type de pratique d'AIC intelligente face aux conditions météorologiques. Les petits exploitants agricoles et les éleveurs des pays à faible revenu sont souvent pris au piège de la pauvreté car ils ne peuvent pas investir dans de meilleures pratiques agricoles en raison des risques liés aux conditions météorologiques. L'assurance agricole, une approche attrayante pour gérer ces risques, repose normalement sur une mesure directe des pertes ou des préjudices subis par chaque agriculteur. Cependant, l'évaluation des pertes sur le terrain est onéreuse et chronophage, en particulier lorsque de nombreux petits exploitants agricoles ou

éleveurs peuvent difficilement se permettre le retard inévitable des paiements qui s'en suivrait (Greatrex et al. 2015).

L'assurance indicielle, en revanche, est une alternative réalisable, dans la mesure où elle utilise un indice météorologique telle que la pluviométrie pour déterminer le montant des indemnités pour des risques clairement définis. Les indemnités peuvent être versées rapidement et avec moins de coûts administratifs et des primes moins élevées que ceux généralement liés à l'assurance récolte classique.

### **Contribution de ces pratiques à l'AIC**

La fourniture d'informations météorologiques et les avis connexes, ainsi que l'assurance indicielle, contribuent à l'AIC sous plusieurs angles importants :

- **Productivité** : étant donné que les risques liés au climat constituent souvent un obstacle à l'adoption de techniques intelligentes face au climat et au passage à une agriculture plus productive, les services climatiques efficaces font partie de l'environnement propice au passage à des systèmes agricoles plus intelligents. Des informations météorologiques plus adéquates et à jour peuvent aider les agriculteurs à prendre des décisions quant à la période de semis et à la variété de culture qui augmentent la productivité. L'assurance indicielle, souvent associée à l'accès au crédit, permet aux agriculteurs de prendre des risques supplémentaires et d'investir dans des pratiques améliorées qui augmentent la productivité et la sécurité alimentaire, même dans des conditions météorologiques défavorables.
- **Adaptation par le biais de la gestion des risques** : l'utilisation efficace des services d'information météorologique contribue à renforcer la résilience en permettant aux agriculteurs de mieux gérer les effets néfastes des risques liés aux conditions météorologiques en période de mauvaise saison, tout en tirant un meilleur parti des saisons moyennes et supérieures à la moyenne.
- **Atténuation** : les faits montrent que grâce à une meilleure combinaison de l'utilisation d'engrais et d'autres intrants de production avec les conditions climatiques d'une année à l'autre, les services climatiques peuvent contribuer à l'atténuation en favorisant une utilisation plus efficace des engrais.

### **DIAPOSITIVE 16 : PRATIQUES INTELLIGENTES FACE À L'EAU**

L'agriculture est le secteur le plus grand consommateur de ressources en eau douce au monde, absorbant 70 % de l'offre dont près de 40 % sont utilisés pour la production de riz (Bouman et al. 2007). À mesure que la population mondiale croît et consomme davantage de nourriture et que les industries et les villes se développent, la pénurie d'eau devient un problème de plus en plus important ; l'amélioration des systèmes de gestion de l'eau revêt une importance capitale.

On peut améliorer la gestion de l'eau dans les systèmes agricoles pluviaux et irrigués à différentes échelles, notamment : i) au niveau de l'exploitation ; ii) au niveau des systèmes d'irrigation ou des bassins versants ; et iii) au niveau national ou des bassins fluviaux.

Dans le cadre de l'agriculture pluviale, la gestion améliorée de l'eau peut être réalisée par le biais de la récupération de l'eau, des pratiques de gestion des sols qui se traduisent par la collecte et la rétention des eaux de pluie, ainsi qu'à travers des innovations en matière de gestion de la fertilité

des sols et des cultures qui améliorent la croissance et le rendement des cultures et, partant, l'utilisation efficace de l'eau, ou grâce à l'irrigation d'appoint des cultures des zones arides.

Dans les systèmes irrigués, la gestion améliorée de l'eau pour une plus grande utilisation est réalisable à de nombreuses étapes du processus d'irrigation, à partir de la source d'eau, à travers des systèmes de transport et d'application, de la planification et de la disponibilité d'eau dans la zone racinaire de la plante. Dans les zones sahéliennes d'Afrique de l'Ouest, les agriculteurs ont utilisé avec succès des « zaï » ou « tassas » (fosses de plantation traditionnelles améliorées), des diguettes en courbe de niveau et des ouvrages en demi-lune pour capter l'eau. Des cultures telles que le sorgho, le mil et le niébé sont plantées à l'aide de ces techniques, en utilisant d'autres techniques d'agriculture de conservation comme l'application de fumier ou de compost (Zougmore et al. 2014) avec des rendements en grains de 200 % supérieurs à ceux des champs témoins au Burkina Faso et au Niger (Wildemeersch et al. 2015).

#### **DIAPOSITIVE 17 : PRATIQUES INTELLIGENTES FACE À L'EAU**

Les pratiques intelligentes face à l'eau contribuent aux trois piliers de l'AIC comme suit.

- **Productivité** : en l'absence d'autres obstacles à la croissance des cultures, toutes les innovations visant à réduire le stress hydrique des cultures grâce à l'amélioration du captage et de la rétention des eaux de pluie ou à l'amélioration de la planification et de l'application de l'eau d'irrigation amélioreront la productivité des cultures.
- **Adaptation grâce à la gestion des risques à court terme** : de nombreuses innovations en matière de gestion de l'eau (par exemple l'irrigation d'appoint et le captage des eaux de pluie) visent spécifiquement à réduire ou éliminer le risque de stress hydrique des cultures et de baisse de rendement.
- **Adaptation grâce à la gestion des risques à plus long terme** : les implications des changements climatiques pour la gestion de l'eau sont spécifiques au contexte. Cependant, dans de nombreuses régions, elles comprendront probablement un accroissement de la demande en eau et une réduction de la disponibilité d'eau. Dans ces scénarios, en particulier lorsque les populations humaines sont censées croître de manière sensible, toutes les innovations qui augmentent la disponibilité de l'eau ou visent à réduire la consommation d'eau grâce à une meilleure utilisation de cette ressource dans les systèmes agricoles pluviaux ou irrigués constituent un important mécanisme d'adaptation à plus long terme.
- **Atténuation** : les systèmes de riziculture inondée émettent d'importantes quantités de gaz à effet de serre (GES) tels que le méthane (CH<sub>4</sub>). Non seulement les cycles alternés d'humidification et de séchage dans ces systèmes permettent d'économiser l'eau, mais ils se traduisent également par une baisse considérable des émissions de méthane (voir l'Étude de cas 1 ci-dessous) (Sander et al. 2016). En outre, les stratégies d'irrigation qui réduisent la quantité d'eau nécessaire peuvent réduire la consommation d'énergie pour le pompage, réduisant ainsi les émissions (Lampayan et al. 2015).

#### **DIAPOSITIVE 18 : PRATIQUES INTELLIGENTES FACE AUX NUTRIMENTS/CARBONE**

##### **Foresterie et agroforesterie**

La foresterie et l'agroforesterie jouent un rôle important dans les efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques. Les forêts abritent environ 60 millions de personnes autochtones (FAO

2013b), et aident un nombre beaucoup plus important de personnes en fournissant une variété de services écosystémiques (nourriture, combustible, eau, séquestration du carbone, biodiversité, etc.). Par exemple, selon la FAO, 2,4 milliards de personnes utilisent le bois comme combustible de cuisine et le bois-énergie est l'une des principales sources d'énergie primaire dans les pays en développement (FAO 2014c). Les changements climatiques menacent la fourniture de ces services écosystémiques et peuvent, par conséquent, avoir un impact sur les moyens d'existence en milieu rural. L'agriculture, la foresterie et d'autres secteurs d'utilisation des terres représentent un quart des émissions mondiales. Les forêts et les arbres dans les exploitations agricoles constituent un important puits de carbone et on peut accroître ce potentiel par des efforts de reboisement. La déforestation est la principale cause des émissions provenant du secteur forestier et l'agriculture en demeure le principal facteur.

Dans les systèmes de petites exploitations des pays en développement, les champs et les forêts font souvent partie des paysages ruraux complexes, qui pourvoient collectivement aux besoins de subsistance des populations rurales. Ceci signifie que les efforts liés à l'agriculture intelligente face au climat (AIC) doivent adopter des approches intégrées lors de l'élaboration des interventions. Le renforcement de la résilience des systèmes forestiers pour maintenir et améliorer le flux des services écosystémiques, la réduction des émissions du secteur grâce à la réduction de la déforestation et à l'accroissement du couvert forestier, ainsi que l'agroforesterie, sont quelques-unes des interventions possibles, et ces interventions doivent être prises en compte dans le cadre de l'ensemble du paysage (Locatelli et al. 2015).

Les actions dans les secteurs de la foresterie et de l'agroforesterie peuvent contribuer à tous les trois piliers de l'AIC tel qu'indiqué ci-après.

- **Productivité** : la fourniture de services écosystémiques, y compris les services d'approvisionnement (nourriture, fibres, combustible, etc.) peut être améliorée en adoptant une approche d'AIC. Par exemple, en adoptant des pratiques agroforestières dans les exploitations agricoles, les paysans peuvent récolter les produits des arbres, compléter leur alimentation et créer des flux de revenu supplémentaires. L'intégration des arbres dans les systèmes agricoles peut également améliorer la qualité du sol, ce qui se traduit par des rendements des cultures plus élevés et plus stables. La GDF, en vertu de laquelle, par exemple, les communautés locales bénéficient de concessions afin de récolter les produits ligneux et non ligneux, s'ajoute également au portefeuille de production des petits exploitants agricoles.
- **Adaptation** : des écosystèmes sains et diversifiés sont plus résistants aux aléas naturels. Les arbres dans les champs peuvent être utilisés comme rideaux d'arbres et brise-vent et jouent un rôle important dans la protection contre les glissements de terrain, les inondations et les avalanches. Les arbres stabilisent les berges des cours d'eau et réduisent l'érosion des sols. Les pratiques agroforestières augmentent la capacité d'absorption des sols et réduisent l'évapotranspiration. Par ailleurs, le couvert arboré peut avoir des avantages directs, à savoir la réduction de la température du sol pour les cultures plantées en dessous et la réduction de la vitesse de ruissellement et de l'érosion des sols causée par les fortes pluies (De Leeuw et al. 2014).

- **Atténuation** : les actions qui augmentent le couvert forestier (boisement, reboisement et agroforesterie) et réduisent la déforestation et la dégradation, augmentent la séquestration du carbone grâce à l'accroissement de la biomasse en surface et dans le sol.

## **DIAPOSITIVE 19 : PRATIQUES INTELLIGENTES FACE AU CARBONE**

### **Pratiques de gestion des sols**

Le maintien ou l'amélioration de la qualité des sols est essentiel pour une agriculture durable et productive. Un sol de qualité aidera à pousser la productivité agricole durable jusqu'aux limites fixées par le type de sol et de climat. Les aspects clés d'un sol de qualité sont les suivants :

- une couverture végétale complète du sol ;
- des niveaux de carbone du sol proches des limites fixées par type de sol et de climat ;
- une perte minimale de nutriments du sol due au lessivage ;
- des niveaux de ruissellement et d'érosion des sols nuls ou minimaux ;
- aucune accumulation de contaminants dans le sol ;
- une agriculture qui n'est pas trop tributaire de l'énergie fossile sous forme d'engrais minéraux.

Dans de nombreuses régions du monde, la qualité des sols est sérieusement menacée par l'accroissement de la population humaine et animale. Ceci a conduit à l'intensification de l'exploitation du sol à des fins agricoles dans les zones à fort potentiel existantes, l'expansion de l'agriculture jusqu'aux forêts et aux milieux marginaux aux sols fragiles, ainsi qu'au surpâturage et à la surexploitation des parcours naturels. Conjugués aux contraintes auxquelles les petits exploitants agricoles sont confrontés en ce qui concerne la disponibilité et le coût de l'apport de nutriments organiques et inorganiques, ces facteurs se sont traduits par une baisse généralisée de la qualité du sol et, partant, de la productivité dans ces régions.

La gestion améliorée des sols vise à améliorer la qualité des sols et contribue à l'AIC sous plusieurs angles importants.

- **Productivité** : toutes les interventions qui améliorent la fertilité des sols et la disponibilité d'eau dans le sol et réduisent la perte, sous l'effet de l'érosion, de la couche arable riche en nutriments, améliorent systématiquement la productivité.
- **Adaptation** : dans de nombreuses régions du monde, les précipitations intenses sont déjà monnaie courante et comportent un risque élevé de ruissellement et d'érosion des sols, en particulier sur les terrains en pente. Selon les projections relatives aux changements climatiques, la fréquence et la gravité de tels phénomènes sont très susceptibles d'augmenter. Il existe un large éventail d'interventions de gestion des sols qui aident à réduire le risque de ruissellement et d'érosion des sols. Celles-ci vont des interventions au niveau de l'exploitation telles que le labour en courbes de niveau ou le billonnage en courbes de niveau, les petits ouvrages de collecte de l'eau et le paillage de surface, à des approches au niveau du paysage telles que l'aménagement de terrasses, les cordons pierreux ou le reboisement.

**Atténuation** : la gestion des sols peut également contribuer à atténuer les changements climatiques par le biais d'une série d'interventions (Smith et al. 2007). Les sols sont un important « puits » souterrain pour la séquestration du carbone et les interventions de gestion des sols peuvent aider à mettre à profit cette caractéristique. À titre d'exemple, les ajouts de matières organiques recommandées en matière d'agriculture de conservation (Richards et al. 2014), l'intégration des arbres dans les champs de cultures et la gestion améliorée des pâturages dans les parcours naturels sont toutes des pratiques qui contribuent à augmenter la séquestration du carbone. On peut également réduire l'émission de gaz à effet de serre (GES), notamment l'oxyde nitreux, due à l'utilisation d'engrais minéraux, grâce à des approches intégrées de la gestion des engrais azotés. Par exemple, la gestion intégrée de la fertilité du sol (Fairhurst 2012 ; Roobroeck et al. 2015) préconise des quantités réduites d'engrais minéraux azotés plus stratégiquement administrées. Les plaines rizicoles avec submersion sont connues pour maintenir un niveau beaucoup plus élevé de carbone dans le sol, que les basses terres qui passent par des cycles d'humidification et de séchage, qui sont utilisées dans la culture de l'association riz-blé ou les rotations maïs-blé pluviaux (Ladha et al. 2011).

## **DIAPOSITIVE 20 : PRATIQUES INTELLIGENTES FACE AUX SEMENCES/RACES**

La production agricole pour la nourriture, les fibres et les aliments pour animaux est pratiquée dans une gamme très variée de systèmes agricoles. Chacun est soumis à des conditions socioéconomiques, climatiques et pédologiques très différentes. Par exemple, certains sont pluviaux, tandis que d'autres sont irrigués. Une attention croissante est accordée, à l'heure actuelle, à la large gamme de pratiques de production agricole qui peuvent être considérées comme « intelligentes face au climat » soit dans une perspective d'adaptation, soit pour leur potentiel d'atténuation.

- **Productivité** : la productivité des cultures peut être améliorée grâce à la sélection de variétés de cultures à plus haut rendement, à la gestion des cultures et des nutriments des cultures, ainsi qu'au choix des espèces de cultures qui ont un potentiel de rendement plus élevé dans des conditions environnementales données.
- **Adaptation à court terme grâce à la gestion des risques climatiques** : certaines interventions culturelles peuvent réduire considérablement le risque de baisse du rendement ou de mauvaise récolte. Par exemple, les cultures peuvent être sélectionnées pour une plus grande tolérance à la sécheresse et les variétés à cycle plus court peuvent être utilisées en dernier recours pour échapper à la sécheresse (voir CIMMYT et IITA 2015). De même, la sélection pour la résistance aux ravageurs et aux maladies qui sont déclenchées par les événements météorologiques constitue un autre moyen important de réduction des risques climatiques. La sélection des plantes pour la résistance à la sécheresse, aux parasites et aux maladies devient plus importante, étant donné que selon les prévisions, le risque de sécheresse augmentera dans de nombreuses régions et la distribution et la gravité des ravageurs et des maladies évolueront également en même temps que le climat (FAO 2008).

**Adaptation à plus long terme par le changement** : comme la planète continue de se réchauffer, l'adaptation à long terme sera nécessaire. Cette adaptation est possible grâce à la mise au point et à la plantation de variétés de cultures tolérantes à la chaleur, à la

sécheresse ou à la salinité, ou en optant pour des cultures qui sont plus tolérantes aux températures et au risque accru de sécheresse. Par exemple, des céréales telles que le mil et le sorgho sont les cultures les plus robustes pour les environnements hostiles, chauds et secs (ICRISAT 2014). Les paysans qui cultivent le maïs à l'heure actuelle peuvent être amenés à passer à ces céréales de rechange à l'avenir (ICRISAT 2015). Une autre stratégie d'adaptation consiste à remplacer les cultures annuelles potentiellement vulnérables par des cultures pérennes plus résistantes (voir Étude de cas 1). Par ailleurs, dans les régions qui se prêtent déjà peu à la production agricole, les paysans peuvent bien être amenés à s'adapter plus radicalement en abandonnant l'agriculture pour la production animale (Jones and Thornton 2008).

- **Atténuation** : le potentiel d'atténuation de la production agricole provient, dans une large mesure, de la gestion des sols et de l'eau, ou du système agroforestier dans lequel les cultures sont produites. Cependant, les cultures pérennes sont capables de séquestrer davantage de carbone dans le sol que les cultures annuelles (Glover et al. 2007).

## **DIAPOSITIVE 21 : ACTIVITÉS INTELLIGENTES FACE AUX INSTITUTIONS/MARCHÉS**

L'élaboration et la mise en œuvre de politiques appropriées et la création d'un cadre propice sont essentielles pour parvenir à l'adoption généralisée de l'agriculture intelligente face au climat (AIC). Au niveau national, les politiques relatives aux changements climatiques sont généralement déclinées à travers des stratégies et plans nationaux et régionaux, notamment les Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA), les plans nationaux d'adaptation (PNA) et les Mesures d'atténuation adaptées au contexte national (MAAN). Les plans relatifs à l'agriculture et à la sécurité alimentaire sont souvent intégrés dans les stratégies de développement national et de réduction de la pauvreté ; les documents nationaux de politique commerciale, financière, agricole et environnementale revêtent également une importance capitale. Chose importante, par « politique », il convient de ne pas entendre seulement la « politique gouvernementale ». Cette notion devrait comprendre également les politiques et stratégies des autres acteurs, notamment ceux du secteur privé, ainsi que les investisseurs, les organisations régionales et intergouvernementales, les organisations nationales et internationales de la société civile, les organisations paysannes et autres.

En général, l'objectif qui sous-tend l'engagement dans la politique de l'AIC est d'orienter les politiques et de supprimer des composantes qui agissent comme des freins à l'adoption de l'AIC, notamment les subventions publiques, tout en réaffectant les ressources aux programmes qui encouragent l'adoption de l'AIC. Des outils et instruments stratégiques tels que les programmes de crédit rural, les politiques de tarification des intrants et des produits, les subventions, l'appui aux investissements d'intérêt public, les droits de propriété, les services de recherche et de vulgarisation, ainsi que les programmes de filets de sécurité, peuvent tous être utilisés pour inciter davantage les acteurs concernés, y compris les agriculteurs, à modifier les systèmes de production et à renforcer leurs capacités pour l'AIC (FAO 2013a). Un engagement efficace dans la politique de l'AIC exige une compréhension approfondie de la structure du pouvoir et du processus de prise de décision concernant les changements climatiques aux niveaux national et local. En outre, la formulation des politiques d'AIC exige une bonne connaissance des informations dont les décideurs ont besoin. À cet effet, il est essentiel que les informations spécifiques soient adaptées aux besoins

des décideurs pour un processus de prise de décision efficace qui assure une bonne liaison entre la science et la politique (McKinley et al. 2015).

Les outils de formulation de politiques et d'orientation comprennent des évaluations participatives, des scénarios multi-acteurs et l'utilisation de modèles de simulation, l'analyse multicritères, la cartographie participative des pouvoirs, la modélisation d'accompagnement et de conception industrielle participative, les méthodes de calcul des rendements sociaux participatifs des investissements, etc. Ces méthodes peuvent être utilisées pour donner des indications concrètes, tout en étant compatibles avec l'approche inclusive systémique nécessaire pour l'amélioration du cadre stratégique de l'AIC (Jordan and Turnpenny 2015).

**Contribution à l'AIC :** l'orientation des politiques, stratégies et investissements peut avoir un impact considérable sur la faisabilité de la mise à échelle de l'AIC en supprimant les obstacles, créant des capacités, autonomisant les personnes vulnérables et rendant disponibles les ressources essentielles. Les politiques d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation peuvent aider à encourager l'adaptation des approches spécifiques de l'AIC, tant pour les risques à court terme que pour les effets à long terme. Davantage de politiques agricoles et de développement traditionnelles peuvent comprendre des interventions spécifiques à l'AIC, ainsi que des interventions qui renforcent la résilience aux changements climatiques et l'agriculture durable, d'une manière plus générale. Par exemple, des approches de plus large portée peuvent augmenter les moyens d'existence et renforcer les capacités en augmentant la productivité ou en améliorant différentes conditions du système alimentaire, notamment le stockage et l'accès au marché (Sova et al. 2015b ; Vermeulen et al. 2013).

### **Mécanismes institutionnels**

Les institutions revêtent une importance capitale pour le développement agricole et les moyens d'existence résilients. Elles constituent non seulement une force d'organisation pour les agriculteurs et les décideurs, mais également les principaux moyens par lesquels les pratiques agricoles intelligentes face au climat peuvent être mises à échelle et maintenues (FAO 2013a). Ainsi, des mécanismes institutionnels appropriés sont essentiels pour la mise en œuvre de presque tous les autres points d'entrée abordés sur ce site.

**Contribution à l'AIC :** il existe plusieurs manières possibles de comprendre l'appui institutionnel à l'agriculture intelligente face au climat (AIC). Les approches de gestion des ressources naturelles et des propriétés communes mettent souvent l'accent sur des institutions informelles définies comme des pratiques, des règles et des normes locales. Les institutions informelles comprennent les normes morales, les règles et les règlements utilisés tant au sein des organisations et communautés qu'entre celles-ci (Ostrom et al. 2001). Les institutions informelles sont souvent prises en compte dans les approches communautaires relatives à l'action et la prise de décision collectives, ainsi qu'à l'accès, aux droits et au contrôle des ressources. Toutefois, les institutions locales sont importantes dans la quasi-totalité des contextes de développement agricole, dans la mesure où elles déterminent qui peut participer, comment et dans quelle mesure. Par exemple, les pratiques et normes culturelles peuvent dicter l'accès des femmes à l'information et à l'innovation essentielles à la mise en œuvre des pratiques et technologies (Meinzen-Dick R 2013).



## Chaînes de valeur

Les chaînes d'approvisionnement établissent des liens entre les acteurs qui fournissent un produit depuis l'étape initiale de la fourniture d'intrants jusqu'à sa destination finale sur le marché, en passant par les différentes phases de la production – les chaînes de valeur ajoutant et distribuant de la valeur le long de cette chaîne d'approvisionnement. Une expression qui décrit bien les chaînes de valeur alimentaires est « du champ à l'assiette », qui signifie qu'un produit alimentaire part des agriculteurs qui le cultivent et le récoltent, jusqu'au marché, en passant par des intermédiaires, notamment les organisations de producteurs, les transformateurs, les transporteurs, les grossistes et les détaillants – pour atteindre, en définitive, les consommateurs en aval (Camagni and Kherallah 2014), bien que la partie de la chaîne de valeur qui précède les opérations au champ – à savoir la fabrication et la distribution d'intrants tels que les semences, les engrais, l'eau, l'énergie, le nouveau bétail et les produits vétérinaires – revête également une importance capitale.

Les approches chaîne de valeur réunissent les acteurs concernés de différentes parties de la chaîne de valeur et de son cadre stratégique, pour prendre des décisions de manière coordonnée (Vermeulen et al. 2008). Elles sont devenues populaires pour la résolution de problèmes tels que l'intégration des petits exploitants agricoles dans les chaînes de valeur modernes ou l'amélioration des acquis et de résultats pertinents de la chaîne de possession tels que la sécurité alimentaire. Aussi, le recours aux approches chaîne de valeur dans les efforts d'adaptation constitue-t-il une démarche très judicieuse. Par exemple, il peut être bon pour les producteurs de passer à une variété de culture ou de poisson moins sensible aux changements climatiques ; toutefois, la capacité à commercialiser le nouveau produit nécessitera des changements au niveau des consommateurs, des détaillants et des personnes en charge de la logistique.

## Contribution à l'AIC

- **Productivité** : les interventions axées sur le stockage peuvent aider à réduire les pertes post-récolte et fournir de nombreux avantages pour la productivité et les moyens d'existence des agriculteurs, comme dans le cas du Projet de stockage efficace des céréales (EGSP) (CIMMYT 2014). L'accès aux marchés peut également améliorer les revenus et les moyens d'existence ; par exemple, le Projet d'adaptation aux marchés et aux changements climatiques au Nicaragua (NICADAPTA) augmentera les revenus et la productivité de 20 %.
- **Adaptation** : des interventions réussies relatives aux chaînes de valeur qui permettent d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté seront avantageuses pour l'adaptation aux changements climatiques, dans la mesure où elles accroissent le patrimoine des agriculteurs et renforcent leurs liens institutionnels. Par exemple, selon les prévisions, le projet NICADAPTA permettra d'améliorer la résilience de 20 000 familles dans la chaîne de valeur du café au Nicaragua (IFAD 2014a).
- **Atténuation** : les interventions axées sur la chaîne de valeur peuvent viser à offrir des avantages d'atténuation à plusieurs niveaux au sein de la chaîne de valeur ; par exemple, au niveau de la production d'intrants, de la logistique, du transport et de la réduction des pertes post-récolte. Au Kenya, les pratiques d'alimentation et d'élevage intelligentes face au climat diffusées auprès de 600 000 agriculteurs devraient réduire les émissions de 1,2 million de tCO<sub>2</sub>e d'ici 2018 (CCAFS 2015). Au Nicaragua, le projet NICADAPTA les réduira de 2 millions de tCO<sub>2</sub>e. Les données relatives aux émissions à différentes étapes de la chaîne

d'approvisionnement pour ces cas n'ont pas été trouvées et devraient être une priorité pour les études futures.

## **DIAPOSITIVE 22 : ÉTUDES DE CAS D'AIC RÉUSSIE**

### **Vulgarisation à grande échelle des services climatiques pour l'agriculture au Sénégal**

Au Sénégal, le Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS) a travaillé en étroite collaboration avec l'Agence nationale de la météorologie (ANACIM) pour élaborer des services d'information climatique adaptés au contexte local et renforcer la capacité des partenaires à communiquer l'information aux agriculteurs et à les aider à l'intégrer dans leur formation. Les travaux ont démarré à une échelle pilote en 2011, avec des ateliers de formation des agriculteurs et de planification à Kaffrine. Le projet pilote a mis en exergue une forte demande d'informations climatiques, et il a été suggéré d'aller plus loin que le projet pilote initial. Les stations de radio rurales ont été mises à contribution pour l'extension des services à d'autres régions du Sénégal, dans le cadre d'un partenariat avec l'Union des radios associatives et communautaires (URAC), une fédération d'ONG et l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA). En collaboration avec l'ANACIM, les chercheurs du CCAFS ont fourni aux agriculteurs des prévisions tant saisonnières que décadaires adaptées à leurs besoins. Un programme spécial a communiqué ces informations par le biais du réseau des stations de radio membres de l'URAC. Des journalistes de 40 stations de radio ont reçu une formation afin de comprendre et communiquer l'information sur le climat. Les programmes radiophoniques interactifs ont permis aux auditeurs de partager leurs commentaires, ainsi que de fournir des informations supplémentaires, de donner leurs points de vue et de demander des éclaircissements.

#### *Lien avec l'AIC*

Bien qu'il existe des preuves irréfutables que les agriculteurs sénégalais demandent et utilisent l'information météorologique, une enquête approfondie est nécessaire pour déterminer la mesure dans laquelle ceci a contribué à la réalisation des objectifs de l'AIC en améliorant la résilience et la productivité.

#### *Impacts et leçons apprises*

Il ressort d'une évaluation récente que 560 000 ménages ruraux ont accès à présent aux services d'information climatique au Sénégal, suite à cet effort. Cette étude a montré que les agriculteurs changent leurs pratiques de gestion conformément à l'information reçue, mais un travail supplémentaire est nécessaire pour comprendre l'ampleur de ces changements et leur impact sur les moyens d'existence des agriculteurs. Les faits montrent que l'effort pilote a suscité la forte demande des agriculteurs, en fournissant des informations plus spécifiques au contexte local, dans un processus qui a engagé les communautés rurales dans un dialogue fructueux avec les spécialistes du climat et de l'agriculture. Le partenariat avec l'URAC pour doter les stations de radio des moyens nécessaires pour fournir l'information climatique s'est avéré un moyen efficace et peu coûteux de répondre à la demande et a amélioré considérablement l'accès pour les agriculteurs locaux, dans la mesure où il s'étend sur l'ensemble des 14 régions administratives et fonctionne dans les langues locales, utilisant un format interactif pour mobiliser les auditeurs.

## **DIAPOSITIVE 23 : ÉTUDES DE CAS D'AIC RÉUSSIE**

### **Maïs résistant à la sécheresse pour l'Afrique (DTMA)**

#### *Contexte*

En Afrique subsaharienne (ASS), « le maïs, c'est la vie », compte tenu de son importance pour la sécurité alimentaire et le bien-être économique. Mais déjà, environ 40 % des zones de production de maïs en Afrique font face, de temps à autre, à des épisodes de sécheresse qui se traduisent par des pertes de rendement de l'ordre de 10 à 25 %. De plus, près de 25 % de la culture de maïs souffre d'épisodes fréquents de sécheresse, avec des pertes pouvant atteindre 50 % de la récolte. Afin de réduire la vulnérabilité et d'améliorer la sécurité alimentaire, le projet « Maïs résistant à la sécheresse pour l'Afrique » (DTMA) a homologué 160 variétés de maïs résistantes à la sécheresse entre 2007 et 2013. Ces variétés ont été testées tant en station qu'au champ paysan dans 13 pays africains à travers de systèmes nationaux de recherche agricole et de sociétés semencières privées. Les rendements des nouvelles variétés sont supérieurs à ceux des variétés de maïs commerciales disponibles à l'heure actuelle, tant dans des conditions de stress que dans des conditions optimales de culture. Par ailleurs, le CIMMYT s'apprête à lancer, en collaboration avec des partenaires au Zimbabwe, des essais sur des variétés de maïs résistantes à la sécheresse et à la chaleur (Sipalla and Cairns 2015).

#### *Lien avec l'AIC*

Compte tenu de l'ampleur de la culture du maïs en Afrique subsaharienne et de la mesure dans laquelle la sécheresse sévit dans cette région, les variétés de maïs résistantes à la sécheresse contribuent largement à l'adaptation à court terme par le biais de la gestion des risques climatiques. Dans de nombreuses parties de l'Afrique subsaharienne, les projections des changements climatiques annoncent un accroissement de la fréquence de la sécheresse. À mesure que le réchauffement planétaire se poursuivra, l'identification et la diffusion réussies des variétés de maïs plus résistantes à la chaleur deviendront un mécanisme d'adaptation de plus en plus important dans le cadre de la gestion des risques climatiques.

#### *Impacts et leçons apprises*

Il ressort d'une étude d'évaluation ex ante réalisée par La Rovere et al. (2010) sur les impacts potentiels du projet DTMA (avec des taux d'adoption optimistes et des hypothèses d'augmentation de rendement de 10 à 34 % par rapport aux variétés non résistantes à la sécheresse) que d'ici à 2016, le projet DTMA pourrait générer un avantage économique cumulé d'environ 0,9 milliard de \$ EU pour les agriculteurs et les consommateurs. On estime également que le maïs résistant à la sécheresse pourrait aider plus de 4 millions de personnes à échapper à la pauvreté tout en améliorant les moyens d'existence de plusieurs millions d'autres. Le succès continu de cette initiative a été tributaire, dans une large mesure, des mécanismes de collaboration généralisés et durables que le CIMMYT et l'IITA ont mis en place parmi une large gamme de partenaires compétents.

## **DIAPOSITIVE 24 : ÉTUDES DE CAS D'AIC RÉUSSIE**

Invitez les participants à partager des exemples de projets réussis dans leur pays respectifs, qui reposent sur les principes de l'AIC et ont permis de réaliser des progrès en ce qui concerne un ou

plusieurs des trois piliers. Encouragez le dialogue entre participants pour partager les détails des projets, notamment leurs historique et sources de financement, les taux d'adoption atteints, etc.

#### **DIAPOSITIVE 25 : 2<sup>e</sup> PARTIE – DÉFINITION DE PRIORITÉS POUR LES OPTIONS D'AIC**

La deuxième partie de ce module passera en revue quelques outils qui peuvent aider les décideurs à évaluer différentes options de l'AIC et à encourager ceux qui obtiendront les meilleurs résultats.

Avant de commencer à examiner certains de ces outils, nous examinerons tout d'abord la nécessité de prendre en compte les différents contextes dans lesquels l'AIC est évaluée.

#### **DIAPOSITIVE 26 : IMPORTANCE DU CONTEXTE BIOPHYSIQUE**

Ce diagramme en boîtes est tiré d'une étude publiée en 2014 qui a évalué l'impact de l'agriculture de conservation sur le rendement du maïs. L'agriculture de conservation est souvent considérée comme intelligente face au climat, car elle peut aider à gérer l'efficacité de l'eau, à réduire les coûts de production et à améliorer les caractéristiques du sol.

Comme vous pouvez le voir sur ce graphique, l'agriculture de conservation n'est pas toujours bénéfique. Les résultats dépendent de l'environnement dans lequel elle est pratiquée. Dans les zones sèches, elle peut augmenter les rendements de maïs. En revanche, dans les milieux humides, il existe une véritable baisse de rendement. Il est très important de garder à l'esprit le contexte biophysique lorsque l'on étudie l'AIC. Ce qui est intelligent face au climat dans une zone donnée ne l'est pas nécessairement dans une autre.

#### **DIAPOSITIVE 27 : IMPORTANCE DE LA PRISE EN COMPTE DE PLUSIEURS OBJECTIFS**

Cette figure montre les résultats d'une évaluation de nombreux essais sur le terrain et d'études, tirés de la littérature comprenant de nombreux sites sur le terrain à travers le monde. Toutes les données ont été normalisées sur les axes de deux des trois piliers de l'AIC, à savoir la productivité et la résilience. Chaque triangle représente le traitement d'un essai sur le terrain. La « résilience » pour cette diapositive a été mesurée en fonction de plusieurs variables, y compris la matière organique du sol, avant et après l'application du « traitement ». Bien que l'on parle parfois des options d'AIC en termes de « triples avantage », tel n'est pas toujours le cas. Nous pouvons voir ici qu'il y avait des synergies dans 56 % des cas, mais de nombreuses études ont également trouvé des compromis entre la résilience et la productivité, et 11 % des cas ont montré une baisse des deux variables.

[cliquez pour que les exemples surlignés apparaissent]

#### **DIAPOSITIVE 28 : IMPORTANCE DE LA PRISE EN COMPTE DE PLUSIEURS OBJECTIFS**

Certains exemples sont présentés ici. Dans une étude, la pratique s'est traduite par une augmentation du rendement et du carbone du sol. Par conséquent, il y avait deux avantages. Dans une autre, il y a eu un compromis : les rendements nets ont diminué, mais il y a eu un gain en carbone du sol. En revanche, une autre étude a montré un compromis inverse : le rendement a augmenté, mais le travail des femmes a été affecté négativement.

Des preuves solides concernant les pratiques d'AIC sont nécessaires pour pouvoir évaluer les options et prendre les bonnes décisions dans des contextes spécifiques afin d'éviter de causer des effets néfastes.

## **DIAPOSITIVE 29 : IMPORTANCE DU CONTEXTE SOCIAL**

Cette diapositive examine également le contexte dans lequel l'agriculture de conservation est adoptée. Cette fois, nous examinons le contexte social et son impact sur l'adoption de la pratique. Vous pouvez constater que la main-d'œuvre embauchée, l'accès à l'électricité et l'approvisionnement privé en eau ont tous une grande incidence sur l'adoption de l'AC. Lorsque nous faisons la promotion des technologies et des pratiques d'AIC, nous devons également tenir compte du contexte socioéconomique dans lequel baignent les agriculteurs et de leurs ménages. Tous les agriculteurs ne seront pas en mesure d'adopter toutes les pratiques et des facteurs tels que le niveau d'instruction, l'alphabétisation, l'interaction avec les agents de vulgarisation, l'accès au crédit et d'autres facteurs peuvent influencer sur l'adoption des pratiques d'AIC.

## **DIAPOSITIVE 30 : OUTILS – PROFILS INTELLIGENTS FACE AU CLIMAT**

Nous commençons maintenant à examiner certains des outils disponibles pour évaluer la pertinence de certaines pratiques d'AIC.

La première dont nous discuterons est celle des profils pays intelligents face au climat sur lesquels le CCAFS travaille en collaboration avec des institutions locales dans de nombreux pays. Celles-ci sont dirigées par une équipe du CIAT qui travaille avec des instituts de recherche agricole locaux et d'autres acteurs afin d'évaluer le profil agricole du pays, les impacts climatiques futurs, les pratiques d'AIC en vigueur et prometteuses, etc.

Le processus utilisé pour compiler ces profils peut être achevé dans un délai relativement bref et les résultats sont utiles pour l'évaluation des plans d'action nationaux relatifs aux changements climatiques et leur pertinence pour le secteur agricole.

## **DIAPOSITIVE 31 : PROFILS DE PAYS DE L'AIC EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Les profils de l'AIC ne sont pas encore disponibles pour tous les pays représentés à cette formation, mais il en existe un pour le Sénégal et d'autres sont en cours d'élaboration pour le Mali, le Niger et le Ghana. En examinant les pratiques d'AIC en vigueur dans le pays, ils évaluent le degré d'adoption actuelle et la manière dont les pratiques « intelligentes face au climat » sont classées par un groupe d'experts nationaux. Ces profils peuvent également être élaborés au niveau infranational. Au Kenya, des actions sont en cours au niveau des comtés pour aider à éclairer les Plans de développement intégré de comté. Il est prévu également d'en faire autant au niveau infranational au Nigeria. Les profils de l'AIC sont souvent financés par des organisations internationales telles que l'USAID ou la Banque Mondiale.

## **DIAPOSITIVE 32 : OUTIL – CADRE DE HIÉRARCHISATION DE L'AIC (CH-AIC)**

Il s'agit d'un autre processus piloté par le CIAT à travers ses travaux relatifs au CCAFS. Dans le cadre d'un processus en quatre étapes, les parties prenantes dans le pays sont amenées, à travers un exercice de détermination de la portée, à identifier le large éventail de pratiques d'AIC disponibles. Celles-ci sont ensuite évaluées pour leur sensibilité au climat, en partie à la lumière des problèmes contextuels que nous avons analysés plus haut, y compris le genre et les contextes socioéconomiques. Une liste restreinte de priorités est ensuite soumise à une analyse coûts-avantages afin d'évaluer les pratiques les plus rentables. Une fois les priorités définies, il est possible

de créer un portefeuille d'investissements susceptible de servir de base au dialogue avec les partenaires au développement et le secteur privé.

### **DIAPOSITIVE 33 : APPROCHE DES SCÉNARIOS PILOTÉS PAR LES PARTIES PRENANTES**

Cette approche a déjà été utilisée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest pour aider à réviser les politiques existantes. Il y a plusieurs années, une réunion régionale avec un large éventail de parties prenantes a été organisée pour élaborer quatre scénarios d'avenir possibles à l'échelle régionale. Ces scénarios reposent sur deux thèmes dominants et sont intégrés dans une matrice. Parmi les nombreux facteurs de changement dans la région, les deux retenus pour l'élaboration des scénarios étaient le fait de savoir si les acteurs étatiques ou non étatiques domineraient à l'avenir et celui de savoir si les priorités à court terme à long terme prédomineraient davantage.

Les quatre scénarios d'avenir ont d'abord été détaillés avec des explications sur la manière dont chaque futur possible pourrait ressembler, avant d'être quantifiés avec la modélisation. Les ateliers multipartites sont utilisés pour examiner les politiques ou stratégies existantes et veiller à ce qu'elles se renforcent en fonction de la situation future éventuelle. En alignant les politiques actuelles sur les futurs possibles, les politiques peuvent être renforcées par des actions « sans regrets » susceptibles de fonctionner dans tous les scénarios. Le travail d'élaboration de scénarios dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest contribue également à créer des plateformes science-politique, qui rassemblent des acteurs des organisations de recherche nationales, des décideurs aux niveaux national et local, des agriculteurs et des organisations de la société civile, par exemple.

### **DIAPOSITIVE 34 : OUTIL – MODÈLES DE CULTURES, D'ÉLEVAGE ET DE CLIMAT**

Les chercheurs en agriculture utilisent de nombreux modèles pour déterminer les mesures d'adaptation susceptibles d'être avantageuses dans des conditions climatiques fluctuantes. Des options d'adaptation simples telles que la plantation d'une variété à maturation plus courte ou la modification des dates de plantation peuvent augmenter le rendement des cultures par rapport à l'absence d'adaptation. La collaboration avec des organisations de recherche agricole nationales et internationales peut aider à identifier ces mesures possibles.

La tâche la plus difficile consiste à déterminer les voies et moyens de faire adopter de telles mesures par un grand nombre d'agriculteurs dans un délai raisonnable.

### **DIAPOSITIVE 35 : OUTILS D'ÉVALUATION ÉCONOMIQUE – ÉCONOMIE DES DIFFÉRENTES POLITIQUES**

Il existe une longue liste d'options politiques pour aider les systèmes alimentaires à s'adapter aux changements climatiques. Des outils d'évaluation économique tels que l'analyse coûts-avantages peuvent aider à déterminer la rentabilité de ces efforts.

Avec les maigres ressources dont ils disposent, les gouvernements ont des choix difficiles à faire en ce qui concerne le « où » et le « quand » de l'investissement afin d'obtenir les meilleurs rendements et des interventions de développement plus efficaces. La compréhension des risques climatiques les plus graves auxquels le secteur agricole est confronté peut aider à orienter la planification. Par ailleurs, la connaissance des taux de rendement des fonds investis dans les programmes de subvention intelligents, l'amélioration des prévisions climatiques et des avis agricoles, le

renforcement des liens avec le marché et d'autres interventions peuvent aider à orienter la prise de décisions.

Ces évaluations peuvent être effectuées au niveau de l'exploitation agricole, au niveau du district ou au niveau national. Des budgets au niveau de l'exploitation agricole peuvent servir à déterminer si différentes options d'AIC affecteront le niveau de revenu d'une exploitation. À une échelle moyenne, les modèles entrée-sortie sur tableur peuvent aider à évaluer la situation à l'échelle du district ou du comté. Le niveau national devient plus complexe et des modèles d'optimisation dynamique multicritères sont nécessaires.

#### **DIAPOSITIVE 36 : ÉCONOMIE DES POLITIQUES D'AIC**

Dans un exemple, une étude a révélé que des semences améliorées pourraient entraîner une réduction de 30 % des pertes de revenu dans le pire scénario climatique en Tanzanie et au Malawi. Ces résultats seront différents d'un pays à l'autre. Par conséquent, une évaluation minutieuse prenant en compte les différents contextes s'impose.

#### **DIAPOSITIVE 37 : MESSAGES CLÉS**

1. L'agriculture intelligente face au climat peut aider les pays à atteindre plusieurs de leurs objectifs de développement et honorer nombre de leurs engagements relatifs aux CDN.

L'AIC met l'accent sur l'adaptation et l'atténuation, à l'instar de la plupart des CDN. Elle vise également à améliorer la sécurité alimentaire, qui constitue souvent un objectif de développement majeur.

2. De nombreuses pratiques d'AIC sont spécifiques au contexte et doivent être évaluées pour chaque agroécosystème où elles seront appliquées.

Il n'existe pas un ensemble de pratiques prescrites qui seront intelligentes face au climat partout. Les différentes pratiques et technologies doivent être évaluées dans différents contextes, en tenant compte de facteurs tels que le genre, les préoccupations socioéconomiques et d'autres enjeux sociaux.

3. Il existe de nombreux modèles et outils de hiérarchisation qui peuvent aider à évaluer les options d'AIC afin de déterminer celle qui offrira le meilleur retour sur investissement.

Une prise de décision fondée sur des données probantes peut générer de meilleurs retours sur investissement et de meilleurs résultats en matière de développement.

#### **DIAPOSITIVE 38 : JE VOUS REMERCIE.**

Remerciez tous les participants pour leur attention et invitez-les à poser des questions.

## **Guide du présentateur pour le Module 3 : Financement climatique pour l'agriculture**

Le présent document orientera le présentateur pour le Module 3 de l'atelier de formation.

### **DIAPOSITIVE 1 : MODULE 3 – FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR L'AGRICULTURE**

Ce module vise à présenter les différentes sources de financement climatique disponibles pour les initiatives d'adaptation et d'atténuation dans le secteur agricole. Tout au long de la présentation, si les participants ont des questions, répondez-leur au fur et à mesure et encouragez la discussion pendant toute la présentation afin de leur éviter d'avoir l'impression d'assister à un exposé en classe.

### **DIAPOSITIVE 2 : OBJECTIFS**

1. Définir dans leurs grandes lignes les enjeux liés au financement climatique en général

Le financement climatique constitue un sujet d'intérêt croissant pour de nombreux pays en développement. La première partie de cette présentation consistera à analyser le paysage général du financement climatique, notamment les sources et leurs utilisations.

2. Donner un aperçu des sources et modes potentiels de financement climatique pour l'agriculture

Après avoir examiné le sujet sous un angle général, nous nous concentrerons ensuite sur le financement spécifique du secteur agricole. On s'intéresse souvent beaucoup à des sources publiques telles que le Fonds vert pour le climat (FVC), mais nous examinerons plus largement les possibilités d'accès au financement climatique et l'utilisation de celui-ci.

### **DIAPOSITIVE 3 : FINANCEMENT DES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES – OFFRE PAR RAPPORT AUX BESOINS**

Si nous examinons les coûts estimatifs des efforts nécessaires pour aider les petits exploitants agricoles à s'adapter au changement climatique, les montants requis sont très élevés. Selon les résultats de l'un de ces calculs, les besoins de financement des petits exploitants agricoles en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et en Asie du Sud et du Sud-Est dépassent 200 milliards de \$ EU. Cependant, le crédit accordé par les institutions financières formelles et informelles, ainsi que par les acteurs de la chaîne de valeur, ne représente actuellement que 50 milliards de \$ EU de cette demande, ce qui signifie qu'il existe un déficit considérable de financement pour aider à satisfaire les besoins financiers des agriculteurs en général.

Les diapositives suivantes illustrent mieux ce besoin et ce déficit.

### **DIAPOSITIVE 4 : FIGURE MONTRANT LES DÉFICITS DE FINANCEMENT POUR LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES**

Cette figure est tirée d'un rapport qui classe les petits exploitants agricoles en trois grandes catégories : non commerciaux, commerciaux appartenant à des chaînes de valeur non consolidées et commerciaux appartenant à des chaînes de valeur consolidées, conformément aux définitions du Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP).



- « Les agriculteurs non commerciaux produisent généralement des cultures de base pour leur subsistance et complètent leur revenu agricole par des salaires provenant d'emplois occasionnels ;
- les petits exploitants agricoles commerciaux ont une approche de l'agriculture davantage axée sur le marché et vendent régulièrement leur production à des acheteurs et des négociants ;
- ceux qui évoluent dans des chaînes de valeur consolidées passent généralement des marchés avec des acheteurs, ce qui leur donne souvent un meilleur accès aux intrants, au financement et d'autres types de soutien. » (Dalberg Global Development Advisers *et al.*, 2016).

Notes de bas de page relatives à la figure :

<sup>1</sup> Ceci exclut le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, mais comprend le financement des groupes de producteurs par les banques publiques et les banques commerciales.

<sup>2</sup> Par « ST agri », on entend les besoins de financement à court terme, soit sur une période de moins d'un an (généralement pour les intrants, la récolte et l'exportation).

<sup>3</sup> Par « LT agri », on entend les besoins de financement à long terme, soit sur une période de plus d'une année (généralement pour la rénovation ou l'équipement).

Cette figure (qui porte sur l'Afrique subsaharienne uniquement), montre qu'environ trois quarts des besoins de financement agricole à court terme des quelque 2 millions de petits exploitants agricoles commerciaux appartenant à des chaînes de valeur consolidées sont satisfaits par des acteurs de la chaîne de valeur et des institutions financières formelles. À l'autre bout du spectre, 99 % des besoins de financement agricole à court terme des petits exploitants agricoles non commerciaux ne sont satisfaits par aucun acteur, même pas par les institutions informelles et communautaires. Même les petits exploitants agricoles commerciaux appartenant à des chaînes de valeur non consolidées ont un besoin non satisfait estimé à 83 % sur un déficit de financement total de 8 milliards de \$ EU au titre des besoins de financement agricole à court terme. Quant au financement pour la satisfaction des besoins agricoles à long terme, il est, pour ainsi dire, inexistant.

Les principales leçons à retenir sont présentées ci-après :

- les petits exploitants agricoles non commerciaux souffrent toujours d'exclusion financière ;
- l'accès au financement à long terme à des fins de production et surtout d'investissement demeure très difficile, sauf pour les entreprises agroalimentaires beaucoup plus grandes et bien établies. Ceci est d'autant plus grave que le financement de l'adaptation et de l'atténuation nécessitera des délais plus longs.

## **DIAPOSITIVE 5 : POURQUOI LE FINANCEMENT CLIMATIQUE EST-IL PERTINENT POUR L'AGRICULTURE ?**

Le changement climatique exige des niveaux de transformation sans précédent dans le secteur agricole pour pouvoir s'y adapter. Il ressort d'études récentes que les coûts globaux de l'adaptation par an (pour tous les secteurs, pas uniquement l'agriculture) pourraient aller de 140 à 300 milliards de \$ EU d'ici à **2030** et de 280 à 500 milliards de \$ EU d'ici à **2050**.

Le déficit de financement pour l'adaptation dans le secteur agricole en **Afrique** est estimé entre **20 et 30 milliards de \$ EU par an d'ici 2030**. [Fourchette : PNUE 2014 (+4C – scénarios de la limite supérieure et

+2C) ; Banque mondiale 2010 (scénarios sec et humide, limite inférieure) ; Banque mondiale 2016 ; PNUE 2016 : Rapport sur le déficit financier pour l'adaptation ; PNUE, Banque mondiale 2010.]

Ces chiffres sont alarmants. Après avoir constaté que les besoins de financement des petits exploitants agricoles en général ne sont pas satisfaits, nous pouvons supposer que si le statu quo persiste, le besoin de financement pour l'adaptation au changement climatique ne sera pas satisfait non plus. Les moyens d'existence de millions de petits exploitants agricoles seront compromis, à moins que d'importants efforts ne soient consentis pour aider à apporter le financement nécessaire.

#### **DIAPOSITIVE 6 : POURQUOI LE FINANCEMENT CLIMATIQUE EST-IL PERTINENT POUR L'AGRICULTURE ? (suite)**

Il existe d'importantes opportunités pour le secteur privé d'investir dans l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Les investisseurs privés pourraient apporter entre 200 et 300 milliards de \$ par an pour la préservation des écosystèmes du monde entier. Les secteurs alimentaire et agricole offrent d'énormes opportunités commerciales pour la réalisation des ODD. Selon les estimations, un investissement annuel de 320 milliards de \$ EU par les entreprises privées dans des modèles commerciaux durables dans les secteurs alimentaire et agricole pourrait générer plus de 2,3 trillions de \$ EU par an d'ici 2030. Ces investissements permettraient de créer près de 80 millions d'emplois d'ici à 2030, dont plus de 90 % dans les pays en développement (Commission du développement durable et des affaires, 2017). Plus des deux tiers de la valeur des opportunités et plus de 90 % des emplois escomptés se trouvent dans les pays en développement. Il s'agit d'environ 21 millions d'emplois en Afrique, 22 millions en Inde, 12 millions en Chine et 15 millions dans le reste des pays en développement de l'Asie.

#### **DIAPOSITIVE 7 : PAYSAGE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE**

*\*NB : chaque figure circulaire apparaîtra en cliquant.*

L'investissement annuel moyen en 2015-2016 s'élevait à 410 milliards de \$ EU, soit 12 % de plus qu'en 2013-2014.

Ces figures présentent le montant du financement climatique, les sources et les utilisations, dans tous les secteurs.

Tout d'abord, nous constatons que le financement climatique provient, pour l'essentiel, du secteur privé (270 milliards de \$ EU) et, dans une bien moindre mesure, du secteur public (140 milliards de \$ EU). Cette situation s'explique essentiellement par les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le secteur des transports et les villes intelligentes sont en train de rattraper rapidement leur retard.

Ensuite, nous constatons que les sources de financement climatique sont souvent nationales, plutôt qu'internationales, et que dans la plupart des cas, il s'agit de pays développés.

Troisièmement, nous constatons que l'écrasante majorité du financement climatique à ce jour est consacrée à des activités d'atténuation. Il convient de garder à l'esprit que ces chiffres concernent tous les secteurs, y compris les transports et l'énergie, et pas uniquement l'agriculture.

#### **DIAPOSITIVE 8 : PAYSAGE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR L'UTILISATION DES TERRES**

Le montant estimatif du financement pour l'atténuation et l'adaptation au titre de l'utilisation des terres en 2012-2013 s'élevait à 5 825 millions de \$ EU. Plus du tiers de ce montant provenait des budgets publics<sup>1</sup> et environ la moitié des institutions de financement du développement (IFD)<sup>2</sup>.

Il convient de garder à l'esprit qu'en raison de l'insuffisance des données disponibles, les flux sud-sud, philanthropiques et du secteur privé, qui constituent la majeure partie du financement de l'utilisation des terres, ne sont pas pris en compte dans les graphiques. Par exemple, le secteur privé pourrait investir environ 4,2 milliards de \$ EU chaque année dans l'huile de palme et le bois certifiés.

Exemple de bailleurs de fonds bilatéraux (budgets publics) :

- le [Portefeuille de l'Irlande en Sierra Leone](#) ;
- le [Portefeuille du DFID en Afrique via VUNA](#) ;

Exemple d'institutions de financement du développement (Banque mondiale) : [Projet d'appui à une agriculture intelligente face au climat au Niger](#)

#### **DIAPOSITIVE 9 : PAYSAGE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR L'UTILISATION DES TERRES**

Le financement climatique pour l'utilisation des terres est assuré à l'aide d'une diversité d'instruments financiers. Près de la moitié de ce financement est accordé sous forme de dons ou de dépenses budgétaires. Le deuxième instrument le plus couramment utilisé est la créance à faible taux d'intérêt, par exemple les prêts accordés à des conditions de faveur par des institutions de financement du développement (Banque mondiale (IDA), KfW, FMO, etc.).

#### **DIAPOSITIVE 10 : PAYSAGE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR L'UTILISATION DES TERRES**

Près de la moitié du financement climatique lié à l'utilisation des terres est utilisée à des fins d'atténuation, tandis qu'un tiers environ est alloué à l'adaptation. Le reste est utilisé à diverses autres fins. Il convient de garder à l'esprit qu'il s'agit de chiffres globaux et que le montant destiné à l'Afrique n'en constitue qu'une fraction. En outre, une grande partie du financement alloué aux objectifs d'atténuation ne parviendra très probablement pas aux petits exploitants agricoles.

Il s'agit là d'un problème clé qui mérite d'être souligné. Hormis le programme ASAP du FIDA, qui a effectivement tenté d'apporter directement son financement, la majeure partie des financements importants passe par de grandes organisations (agences des Nations Unies, organisations de conservation, IFD, etc.) et les gouvernements. La capacité à relever ce défi peut être essentielle pour obtenir le financement climatique.

#### **DIAPOSITIVE 11 : PAYSAGE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR L'UTILISATION DES TERRES**

La majeure partie du financement climatique pour l'utilisation des terres vise des objectifs multiples et inconnus. Après l'utilisation des terres, la catégorie de dépenses suivante concerne les forêts – il peut s'agir de la protection des forêts existantes, du reboisement de terres précédemment déboisées ou du

---

<sup>1</sup> Il s'agit principalement des bailleurs de fonds bilatéraux, mais le financement peut provenir aussi de sources nationales (comme le [Plan Maroc Vert](#)).

<sup>2</sup> Notamment la Banque mondiale (multilatérale), la Banque africaine de développement (régionale) et KfW (bilatérale)

boisement pour accroître le couvert végétal. On estime à plus de 1 000 milliards de \$ EU le financement climatique consacré à l'agriculture. Comme pour les autres graphiques, cette estimation concerne le monde entier et seule une petite partie revient à l'Afrique. Malheureusement, il n'existe pas de données ventilées pour l'Afrique comprenant différentes sources (autre l'APD).

## **DIAPOSITIVE 12 : ARCHITECTURE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE (AGRICULTURE, FORESTERIE ET PÊCHE)**

Il existe une longue liste de sources publiques de financement climatique disponibles. Celle-ci comprend :

- les budgets publics nationaux : projets financés par les gouvernements nationaux afin d'aider leurs secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche à s'adapter au changement climatique et à atténuer ses effets. Les ressources budgétaires publiques peuvent également être allouées aux BMD, aux fonds pour le climat (FVC, etc.), aux IFD, etc. ;
- les entreprises et instruments de placement publics – les gouvernements qui gèrent des entreprises parapubliques dans le secteur de l'agriculture peuvent fournir des ressources afin d'aider ces entreprises à s'adapter au changement climatique ;
- les banques nationales de développement – le financement de l'agriculture peut ne pas être aussi attrayant que celui d'autres secteurs. C'est à ce niveau que nous devons changer le discours. C'est leur mission et ils constituent la plupart du temps la plus grande source de financement national. Par exemple, la NABARD en Inde fait un excellent travail en mobilisant et déployant un financement climatique en faveur du secteur agricole. Il en va de même pour l'ABDC (Chine) ;
- les initiatives dédiées au climat – des organisations telles que l'Initiative internationale contre le climat (IKI) du gouvernement allemand ;
- les bailleurs de fonds bilatéraux – notamment la GIZ (qui finance ce programme de formation), le DFID et l'USAID ;
- les institutions de financement du développement – elles peuvent être bilatérales (comme la banque allemande de développement – KfW) ou multilatérales ;
- les institutions financières internationales – notamment la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque africaine de développement et la Société financière internationale) ;
- les fonds climatiques (nationaux et multilatéraux) – notamment le Fonds vert pour le climat (FVC), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds d'adaptation ;
- les organisations des Nations Unies – par exemple le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le FIDA, qui apportent leurs propres ressources. Le [Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne \(ASAP\)](#) constitue un exemple de la manière dont le FIDA consacre des ressources à l'adaptation au changement climatique.

### **DIAPOSITIVE 13 : ARCHITECTURE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE (AGRICULTURE, FORESTERIE ET PÊCHE)**

La liste des sources privées de financement climatique est tout aussi longue. Elle comprend :

- les petits exploitants agricoles – nous ne pensons peut-être pas immédiatement aux petits exploitants agricoles comme source de financement climatique, mais lorsqu'ils utilisent leurs propres fonds pour installer une pompe d'irrigation solaire ou investissent dans une culture de couverture afin d'améliorer la qualité du carbone du sol, ces actions contribuent au financement climatique. Bien curieusement, ils représentent, avec les entreprises agroalimentaires, la plus importante source des capitaux investis dans l'agriculture.
- les entreprises – les grandes entreprises agroalimentaires souhaitent de plus en plus rendre leurs chaînes d'approvisionnement intelligentes face au climat. Par conséquent, ils investissent dans des projets d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de leurs effets ;
- les institutions financières (nationales et internationales) – les institutions financières privées constituent également des sources potentielles de financement climatique. Il s'agit là d'un autre excellent point d'entrée. Nous devons les amener à emboîter le pas aux entreprises agroalimentaires, en intégrant le changement climatique dans leurs opérations et en recherchant les opportunités d'investissement qu'offrent les systèmes alimentaires sobres en carbone et résilients au changement climatique ;
- les acteurs philanthropiques – les fondations privées, notamment la Fondation Rockefeller, la Fondation Master Card, la Fondation Gates, etc., peuvent accorder des subventions pour les activités d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de leurs effets ;
- les investisseurs à impact – il s'agit d'investisseurs qui s'attendent à des retours sur leurs investissements tout en ayant un impact positif sur les problèmes sociaux et environnementaux. Finance in Motion et Mirova en sont des exemples.
- le capital privé : il s'agit d'un capital d'investissement qui est investi directement dans une entreprise. Les entreprises agroalimentaires établies appartenant à des chaînes de valeur consolidées peuvent présenter un intérêt dans certains cas ;
- le capital-risque – capital privé fourni à de petites entreprises au démarrage ou naissantes ;
- les personnes très fortunées – bien que celles qui viennent à l'esprit immédiatement soient Bill Gates, Warren Buffet et Jeff Bezos, il existe également des citoyens africains qui sont bien nantis et souhaitent que leurs œuvres de charité portent des fruits, par exemple, Mo Ibrahim et Strive Masiyiwa.
- les investisseurs institutionnels : il peut s'agir d'entités telles que les réassureurs, les fonds de pension, les fonds spéculatifs et les fonds de dotation.

### **DIAPOSITIVE 14 : PRINCIPAUX INSTRUMENTS DE FINANCEMENT CLIMATIQUE**

Les ressources destinées au financement climatique peuvent provenir d'une large gamme de sources et être canalisées à travers divers instruments financiers. Il existe des instruments de capital, au nombre desquels figurent les dons, les dépenses/subventions budgétaires, les prêts (accordés à des conditions de faveur et aux conditions du marché), les obligations vertes, les actions et le bilan.

Chacun de ces instruments présente des avantages et des inconvénients différents. Par exemple, un don octroyé par un fonds public de financement climatique tel que le FVC n'a pas besoin d'être remboursé, mais peut être accompagné d'un financement de contrepartie apporté par le pays bénéficiaire ou d'un financement mobilisé auprès d'autres sources.

Le financement climatique peut également prendre la forme d'instruments de risque, notamment les garanties de crédit et l'assurance. Dans le module précédent relatif à l'AIC et à la définition de priorités, nous avons présenté l'assurance indicelle comme un mécanisme efficace pour aider les agriculteurs à gérer le risque de changement des régimes pluviométriques.

### **DIAPOSITIVE 15 : PORTÉE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE (1/5)**

Les diapositives suivantes traitent de certains autres aspects de la portée du financement climatique. Dans un premier temps, nous analyserons l'environnement propice, puis nous étudierons comment le financement climatique peut appuyer la mise en œuvre des CDN et d'autres politiques et plans relatifs au changement climatique, et comment il peut aider à mobiliser des capitaux. Par ailleurs, nous aborderons brièvement les mécanismes, puis la gestion des risques, la mise en œuvre et les paramètres permettant d'assurer le suivi des flux de financement climatique.

L'afflux de financement climatique dans un pays peut être facilité par la création d'un environnement propice permettant de rationaliser l'attraction et l'utilisation du financement. Pour ce faire, il y a lieu de mettre en place des politiques nationales, ainsi que des cadres réglementaires et d'appui favorables. Il convient d'intégrer les considérations climatiques dans les politiques, budgets et plans nationaux. Ceci contribuera à créer le climat propice à l'investissement qui permettra d'attirer le financement climatique dans le pays, en particulier celui du secteur privé. Il est primordial pour l'audience de noter que, tandis que les ressources publiques sont limitées (y compris celles du FVC et du FEM), les sources privées recherchent des investissements susceptibles d'avoir des rendements attractifs. Le moyen le plus simple d'y parvenir consiste à créer un environnement propice qui attire et encourage les investissements du secteur privé, aux niveaux tant national qu'international.

Des réformes fiscales peuvent également s'avérer nécessaires, au cas où de nouvelles taxes seraient imposées, des subventions intelligentes offertes ou d'autres cadres réglementaires tels que la tarification du carbone mis en place. La suppression ou l'utilisation efficace de tels instruments peut même s'avérer nécessaire. Par exemple, un secteur agricole généreusement subventionné et peu intelligent face au climat peut dissuader et décourager le secteur privé d'investir des ressources, dans la mesure où l'environnement n'incite pas la concurrence et le marché est sujet à des distorsions.

La mobilisation du secteur privé est un sujet important qui sera traité plus en profondeur dans le prochain module de cette formation. En ce qui concerne le financement climatique, il convient peut-être de procéder à la réforme des politiques de mobilisation du secteur privé pour réduire les obstacles techniques, institutionnels et financiers.

Enfin, on gagnerait à élaborer des stratégies de financement climatique aux niveaux national, infranational et/ou sectoriel. De telles stratégies peuvent aider les acteurs concernés à étudier toutes les

sources possibles de financement climatique et à garder l'esprit ouvert quant à la manière dont ce financement peut aider à résoudre les problèmes d'adaptation et d'atténuation que connaissent les petits exploitants agricoles.

#### **DIAPOSITIVE 16 : PORTÉE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE (2/5)**

L'idée d'attirer le financement climatique dans un pays devrait viser à appuyer la mise en œuvre des CDN, des Mesures d'atténuation adaptées au contexte national (MAAN), des Plans nationaux d'adaptation (PNA), des Plans nationaux d'investissement dans l'agriculture (PNIA) et des Plans d'investissement dans l'AIC, entre autres. Ces plans devraient aider à déterminer les domaines dans lesquels le financement climatique est nécessaire et à le canaliser de manière efficace. Ils devraient également étudier les voies et moyens de mobiliser des ressources supplémentaires, dans la mesure où non seulement cela assurera une efficacité et un impact plus importants, mais pourrait également très probablement attirer davantage de ressources publiques.

Le financement climatique peut également servir à mobiliser des capitaux. En combinant différentes sources<sup>3</sup>, le financement mixte qui en découle permet de réduire les risques liés aux investissements. Les entreprises peuvent être réticentes à prendre elles-mêmes une initiative de lutte contre le changement climatique. Par contre, si des sources publiques de financement climatique sont disponibles, elles peuvent mobiliser des ressources privées et contribuer à rendre l'investissement plus attrayant.

Le financement climatique peut également être utilisé de manière novatrice. Il peut être utilisé pour mettre au point des instruments financiers novateurs afin de satisfaire les besoins des investisseurs, des pays et des agriculteurs. Les institutions de microfinance peuvent aider les petits exploitants agricoles à obtenir des prêts qui peuvent être utilisés aux fins d'investissement dans les pratiques et les techniques d'AIC. C'est une question de risque et de coûts de transaction. Utilisé de manière efficace, le financement climatique public peut contribuer à surmonter les obstacles liés à l'octroi de prêts aux agriculteurs. De nombreuses innovations peuvent aider à réduire les risques liés aux investissements et aller au-delà de l'approche « brique et mortier » pour utiliser les modèles numériques, les services bancaires à distance, etc.

Nous verrons un exemple de ceci dans le module suivant, qui porte sur la mobilisation du secteur privé.

#### **DIAPOSITIVE 17 : PORTÉE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE (3/5)**

Il existe une longue liste de mécanismes de financement du climat. Il est important de comprendre les sources de financement du climat pour y accéder plus efficacement. Tandis que le FEM est bien établi à présent, le FVC est une entité relativement nouvelle qui est encore en train d'élaborer ses procédures et conditions. Il est essentiel d'aider les points focaux nationaux à demeurer à la pointe de l'information pour ne rien perdre des nouvelles évolutions.

Les pays doivent élaborer un solide portefeuille de projets d'agriculture intelligente face au climat faisant l'objet d'analyses de rentabilité bien documentées. Il devient plus facile de susciter l'intérêt des investisseurs lorsque l'on dispose déjà d'idées « bancables ».

---

<sup>3</sup> Capital public (financement concessionnel) plus capital privé. Dans de nombreux cas, le capital public joue un rôle essentiel dans la réduction des risques liés aux investissements en amortissant les premières pertes, le cas échéant.

L'utilisation de mécanismes de gestion des risques est également importante dans le cadre d'analyses de rentabilité bien élaborées. Ceci comprend le recours aux garanties, à l'assurance, aux big data, aux données scientifiques factuelles et aux services consultatifs intelligents face au climat pour gérer le risque lié aux investissements dans les projets et initiatives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

#### **DIAPOSITIVE 18 : PORTÉE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE (4/5)**

Le financement climatique peut être utilisé non seulement pour financer des projets, mais également pour faciliter de nouveaux modes de prestation permettant de réduire les coûts de transaction. L'accent doit être mis sur :

- un ciblage plus poussé de l'adaptation et de la résilience des petits exploitants agricoles et des PME ;
- l'établissement de liens entre les sources de financement climatique et les agriculteurs, en particulier par le biais des institutions financières et des institutions financières non bancaires (IFNB) nationales ;
- l'utilisation de la technologie financière (FinTech) et des technologies révolutionnaires (rôle de la finance numérique, etc.) pour améliorer l'efficacité des efforts visant à atteindre les petits exploitants agricoles ;
- les services bancaires à distance en tant qu'option d'avenir pour les institutions financières dans une grande partie de l'Afrique rurale afin de réduire les coûts opérationnels et de transaction. L'avenir proche sera probablement l'ère de la technologie financière (FinTech), non seulement pour la prestation des services, mais également pour l'évaluation des risques, entre autres enjeux.

#### **DIAPOSITIVE 19 : PORTÉE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE (5/5)**

Pour que le financement climatique soit couronné de succès et puisse continuer d'attirer du financement climatique dans un pays donné, il y a lieu de mettre en place de bons systèmes prévoyant des paramètres permettant d'assurer le suivi de son utilisation et d'évaluer son efficacité.

Pendant l'élaboration des plans d'investissement, les décideurs doivent convenir de paramètres permettant d'évaluer avec précision le montant du financement climatique nécessaire. Certains pays ont intégré des estimations dans les premières CDN soumises. Il importe que toutes les personnes impliquées comprennent comment ces estimations ont été calculées.

Des efforts seront également nécessaires pour améliorer le suivi du financement climatique afin d'améliorer la transparence et la cohérence des approches de comptabilisation du financement climatique (c'est-à-dire les BMD). Il se peut que les institutions financières et les investisseurs privés ne soient pas disposés à accorder leur financement pour la lutte contre le changement climatique si ce financement ne peut faire l'objet d'un suivi. Ce qui doit faire l'objet d'un suivi, ce sont les flux et, en particulier, l'impact de l'investissement.

Il est également nécessaire de convenir de paramètres intelligents face au climat pour mesurer la performance des investissements. Il n'est pas toujours simple de déterminer les voies et moyens d'assurer le suivi de ce qui est « intelligent face au climat ». Dans le secteur agricole, il peut s'avérer



nécessaire de faire appel à l'institut national de recherche agronomique, aux universités ou à d'autres partenaires de la recherche agronomique pour décider des indicateurs qui seront mesurés et de la manière dont ils le seront. Ce sujet sera abordé de manière plus détaillée dans le Module 6 relatif à la mesure, à la déclaration et à la vérification (MDV).

Dans le même ordre d'idées, une assistance technique supplémentaire pourrait s'avérer nécessaire pour accroître les investissements dans l'agriculture. Des organisations telles que la GIZ, le NEPAD et le CCAFS s'emploient à renforcer la préparation/capacité des pays bénéficiaires à comprendre et attirer le financement climatique. D'autres s'attachent à renforcer les capacités des institutions financières (intégration du changement climatique). De nombreux acteurs s'intéressent au renforcement des capacités des petits exploitants agricoles et des PME (emprunteurs). Le défi pour les acteurs au niveau national consiste à trouver les meilleurs voies et moyens de coordonner toute l'aide variée qui afflue dans leurs pays.

#### **DIAPOSITIVE 20 : SUIVI DES FLUX FINANCIERS (1/2)**

Le suivi des flux financiers est d'autant plus capital qu'il est important de comprendre *comment* et *combien* on dépense pour les réponses nationales au changement climatique. Ces informations intéresseront de nombreuses parties, notamment des organismes mondiaux tels que la CCNUCC, d'autres investisseurs intéressés par votre pays, la société civile et la population en général, qui ont le droit de savoir quel financement le pays reçoit et à quelles fins. Elles sont également importantes pour les gouvernements eux-mêmes, dans la mesure où elles leur permettent de mieux comprendre quels ministères allouent quelles ressources, de même que pour le secteur privé national, s'ils encouragent ou exigent la divulgation de l'information financière. Le suivi des flux financiers permet aux gouvernements d'avoir connaissance des ressources disponibles et de coordonner et mobiliser plus efficacement les capitaux.

Chaque pays doit s'accorder sur une définition du financement climatique afin d'identifier les dépenses liées au climat dans tous les flux financiers pertinents. Aucune définition toute faite ne fonctionnera pour tous les pays. Chaque pays doit avoir sa propre définition de ce concept. Il existe, cependant, des méthodologies telles que celles du PNUD et de la [Climate Policy Initiative](#) (CPI) qui peuvent aider à faciliter considérablement les progrès.

Il convient de mettre en place un système de suivi central pour suivre et rendre compte de toutes les dépenses liées au climat. Les données doivent être régulièrement traitées et analysées.

D'autres systèmes de suivi peuvent être élargis pour comprendre le suivi des flux de financement climatique. Par exemple, on peut améliorer les systèmes de MDV pour permettre d'assurer le suivi du financement climatique. Les différents pays n'ont guère besoin de réinventer la roue. Les décideurs doivent observer les exemples d'autres pays ou les cadres des organisations internationales pour recueillir des idées sur les voies et moyens d'assurer le suivi de ces flux et de prendre en compte les enseignements tirés.

#### **DIAPOSITIVE 21 : SUIVI DES FLUX FINANCIERS (2/2)**

La Colombie est un pays pionnier dans ce domaine. Elle a intégré le suivi du financement climatique dans son système de MDV en lui consacrant un [portail en ligne](#). De 2011 à 2015, le pays a enregistré plus de 15 000 actions de lutte contre le changement climatique, pour un montant total d'environ 6 milliards de \$ EU financé par des sources publiques (nationales et internationales). La plateforme en ligne

présente des données agrégées et des informations au niveau du projet, et comporte des filtres pour sélectionner différentes variables.

Les enseignements que les autres pays peuvent tirer de l'expérience colombienne sont présentés ci-après :

- il est nécessaire de créer une définition du financement climatique adaptée au contexte du pays, mais pertinente au plan international ;
- il y a lieu de collaborer avec les institutions nationales et internationales qui fourniront des informations pour le système et formaliseront leurs rôles ;
- il convient de laisser de la place pour l'amélioration de la qualité des données.

## **DIAPOSITIVE 22 : APERÇU DE L'OUTIL DE FINANCEMENT CLIMATIQUE DE LA COLOMBIE**

L'aperçu de l'outil de suivi du financement climatique en Colombie est en espagnol, mais certaines infographies permettent d'illustrer les données qu'il contient. Les sources de financement sont considérées comme des fonds publics nationaux, et privés et publics internationaux. Ces grandes catégories se subdivisent en sous-catégories qui présentent de manière plus détaillée les sources de financement. Ceci permet de distinguer les secteurs dans lesquels des projets sont en cours, notamment l'industrie, l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles, les transports, l'agriculture et l'élevage. Les projets sont considérés comme des projets d'adaptation, d'atténuation ou les deux. Les lieux d'implantation du projet sont également présentés par département et par commune.

## **DIAPOSITIVE 23 : MESSAGES CLÉS**

Les messages clés qui ressortent de ce module sont présentés ci-dessous.

1. Les besoins financiers pour la réalisation des objectifs d'adaptation en Afrique sont très élevés.

Les pays doivent redoubler d'efforts pour accéder aux/attirer les financements nécessaires pour aider les petits exploitants agricoles à faire face au changement climatique et à ses impacts négatifs sur l'agriculture. Il est extrêmement important de bien comprendre le paysage du financement climatique et de faire appel aux experts capables d'aider à comprendre les possibilités, tant publiques que privées, qui s'offrent à chaque pays.

2. Il existe un financement pour la réalisation des objectifs d'adaptation et d'atténuation ; il ne provient pas entièrement (ni même en majorité) d'institutions publiques telles que le Fonds vert pour le climat.

D'autres sources, en particulier du secteur privé, peuvent être utilisées pour atteindre les objectifs.

3. Les gouvernements doivent réfléchir de façon générale aux sources de financement climatique et aux meilleurs voies et moyens d'y accéder et de les utiliser.

Un solide plan d'investissement dans le financement climatique peut aider à coordonner les interventions des différents acteurs. À ce niveau, la politique joue un rôle primordial. La Banque mondiale a lancé « [Optimiser les financements au profit du développement](#) », qui propose des orientations pertinentes sur les questions stratégiques à prendre en compte ou à envisager pour encourager l'investissement du secteur privé (national et international).

4. Les flux financiers doivent faire l'objet d'un suivi. Il y a lieu de s'inspirer des leçons tirées de l'expérience d'autres pays.

Certes, l'exemple de la Colombie a été mis en avant, mais il existe d'autres pays qui progressent. Les enseignements tirés de leurs expériences peuvent être mis à profit pour mener à bien les efforts dans d'autres pays.

#### **DIAPOSITIVE 24 : RESSOURCES DISPONIBLES ET REMERCIEMENTS**

Remerciez les participants et donnez-leur la parole pour les questions et le dialogue.

## **Guide du présentateur pour**

### **le Module 4 : Mobilisation du secteur privé pour la mise en œuvre des CDN**

Le présent document orientera le présentateur pour le Module 4 de l'atelier de formation.

#### **DIAPOSITIVE 1 : MODULE 4 – MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CDN**

Ce module est censé durer 60 minutes, dont 45 pour la présentation et les 15 restantes pour les questions.

#### **DIAPOSITIVE 2 : OBJECTIFS**

- Examinez les avantages de la participation du secteur privé à l'élaboration et à la mise en œuvre des CDN.
- Décrivez les voies et moyens d'améliorer l'accès des micro, petites, moyennes et grandes entreprises au financement climatique.

*Le présentateur doit inviter les participants à contribuer à la discussion pendant toute la présentation, en donnant des exemples de participation pertinente du secteur privé par le passé dont ils ont connaissance, en indiquant la manière dont différents types d'entités pourraient être mobilisés, etc.*

#### **DIAPOSITIVE 3 : IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ**

Dans la plupart des pays, le secteur agricole, en particulier, et l'économie, en général, sont tirés par les entreprises privées. Il revient, en définitive, à ces acteurs de mettre en œuvre les mesures de lutte contre le changement climatique. Ainsi, tandis que le secteur public définit les CDN, le secteur privé les met en œuvre en fin de compte. Pour décrire clairement cette situation, l'expression « secteur privé » est utilisée dans cette présentation pour désigner tous les acteurs ne relevant pas de l'État qui participent aux activités commerciales. Cette notion comprend donc des acteurs allant des petits exploitants agricoles aux multinationales.

Les politiques découlant des CDN ne font pas que favoriser l'adaptation et l'atténuation, elles peuvent également promouvoir la croissance économique et attirer les investissements. Afin de veiller à ce que les CDN jouent ce rôle bénéfique, il est important d'assurer la participation du secteur privé à leurs élaboration et mise en œuvre. L'association du secteur privé au processus des CDN peut donner un coup de fouet à la croissance économique en :

- alignant les stratégies publiques et privées à long terme – Pour maintenir leurs activités dans le contexte du changement climatique, les entreprises devront prendre des mesures d'adaptation, en particulier dans le secteur agricole. Nombre de ces mesures d'adaptation peuvent avoir des avantages supplémentaires tels que l'accroissement de la production et des services de qualité ou écologiques. Il en va de même pour les mesures d'atténuation, qui peuvent contribuer à accroître la production ;
- favorisant le transfert de technologies, dans la mesure où les entreprises privées proposent des solutions technologiques et des innovations commerciales susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs climatiques et de développement économique. La mobilisation du secteur privé peut accélérer l'accès à ces solutions, renforcer l'expertise locale avec les nouvelles technologies et promouvoir de nouveaux modèles d'affaires ;

- attirant les investissements tant nationaux qu'internationaux – Face à l'insuffisance des budgets publics, le secteur privé peut apporter un financement complémentaire ou de substitution pour les activités financées par l'État, réduisant ainsi le besoin d'engager des dépenses publiques et permettant une utilisation plus stratégique des ressources publiques. Les CDN peuvent attirer les investissements nationaux en définissant une stratégie de développement à long terme pour certains secteurs. Une telle perspective d'avenir donne aux entreprises plus de garanties pour investir dans le capital et le développement. De plus, d'importantes ressources financières ont été mises à la disposition des pays en développement pour l'action climatique, notamment par le biais du Fonds vert pour le climat ou des mécanismes de compensation des Systèmes d'échange des droits d'émission. Une partie de ces ressources est directement accessible pour le secteur privé. Ces investissements peuvent stimuler l'ensemble de l'économie.

#### **DIAPOSITIVE 4 : INVESTISSEMENT DU SECTEUR PRIVÉ POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DES CDN**

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) estime qu'un montant supplémentaire d'au moins 7 milliards de \$ EU par an est nécessaire pour financer les investissements dans la recherche, les infrastructures rurales et l'irrigation indispensables pour compenser les effets négatifs du changement climatique sur le bien-être humain. La composition des investissements varie d'une région à une autre : l'Afrique subsaharienne nécessite l'investissement global le plus important et une part plus importante des investissements dans les routes, l'Amérique latine dans la recherche agricole et l'Asie dans l'efficacité de l'irrigation.

Afin de veiller à ce que 7 milliards de \$ EU de financement supplémentaire soient affectés à l'agriculture par an, il importe de ne pas compter uniquement sur les fonds publics. Au contraire, il convient de canaliser également les investissements privés vers le secteur, dans la mesure où ceux-ci sont tout aussi importants. À titre d'illustration, pour chaque \$ EU<sup>1</sup> dépensé dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) en Afrique en 2016, 2 \$ EU ont été dépensés sous forme d'investissement direct étranger et 10 \$ EU l'ont été par l'ensemble du secteur privé. La même année, pour chaque \$ EU d'aide publique au développement, les dépenses publiques étaient estimées à 11 \$ EU en Afrique.

Ainsi, en plus de l'APD et les sources publiques, le secteur privé peut être une importante source de financement climatique.

#### **DIAPOSITIVE 5 : LE « SECTEUR PRIVÉ » N'EST PAS UN GROUPE HOMOGÈNE**

Tel qu'indiqué plus haut, les acteurs du secteur privé vont des petits exploitants agricoles aux grandes sociétés multinationales. En règle générale, on peut établir une distinction entre les micro, petites et moyennes entreprises et les grandes entreprises, selon qu'elles emploient moins ou plus de 300 travailleurs, respectivement.

Étant donné que les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) représentent 90 % des entreprises dans les pays en développement, il est essentiel de les rendre écologiques afin d'aider le secteur privé à s'engager dans une voie respectueuse du climat. Ceci est particulièrement vrai pour le secteur agricole

<sup>1</sup> Les sources des chiffres sont : l'IFPRI (7 milliards de \$ EU), 2009, disponible à [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/rome2007/docs/Impact\\_on\\_Agriculture\\_and\\_Costs\\_of\\_Adaptation.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/rome2007/docs/Impact_on_Agriculture_and_Costs_of_Adaptation.pdf) ; l'OCDE (1 \$ EU), 2017, disponible à : <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2016-detailed-summary.pdf> ; la CNUCED (2 \$ EU), 2017, disponible à : [http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2017\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2017_en.pdf) ; l'IZA [Institut pour l'étude du travail] (10 \$ EU), 2009, disponible à : <http://ftp.iza.org/dp6267.pdf> et la Banque mondiale (10 \$ EU), 2016, disponible à : <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=NY.GDP.MKTP.CD&country=SSF> ; Banque mondiale (11 \$ EU), 2016, disponible à : <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&series=NE.CON.GOV.T.ZS&country=>

des pays en développement, où les MPME prédominent. Étant donné que le niveau d'efficacité énergétique et technologique des MPME est généralement inférieur à celui des grandes entreprises, des mesures intelligentes face au climat permettraient de réaliser des gains importants. Toutefois, il est plus difficile de collaborer avec les MPME, du fait qu'elles sont dispersées et de taille plus modeste. Ces entreprises ne sont souvent pas en mesure de collaborer directement avec l'État. Par conséquent, la coopération avec elles peut mieux se faire au niveau local et par le biais de représentants. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne le financement, dans la mesure où les MPME ont souvent peu accès à un crédit abordable, à une assurance et à d'autres services financiers. Il va sans dire que des programmes adaptés sont nécessaires pour fournir un financement à ces entreprises.

En revanche, les grandes entreprises ne représentent souvent que 10 % des emplois et du produit de l'ensemble des activités économiques. Toutefois, étant donné qu'elles font partie de l'économie formelle et disposent de capacités de recherche et développement, ainsi que de relations publiques plus importantes, elles constituent le moteur de l'économie. Ces grandes entreprises prédominent dans la fabrication de moyens de transport et d'appareils électroniques, ainsi que dans la production d'énergie. En raison de leur taille, elles appliquent souvent des mesures d'efficacité énergétique et de maîtrise des coûts, si bien qu'il est moins avantageux pour elles d'adopter des mesures intelligentes face au climat. Les grandes entreprises sont, cependant, plus faciles à atteindre que les MPME. Il est possible de collaborer avec elles directement ou par l'intermédiaire de représentants du secteur public. Par ailleurs, elles ont un niveau plus élevé d'alphabétisation financière et une capacité d'endettement plus importante et sont donc souvent mieux à même d'accéder au financement des institutions financières internationales.

#### **DIAPOSITIVE 6 : BONNES PRATIQUES DE COLLABORATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ**

Il existe des directives générales concernant les bonnes pratiques en matière de collaboration avec le secteur privé, que ce soit pour la mise en œuvre des CDN, pour la réalisation des Objectifs de développement durable ou à d'autres fins. Ces directives sont tirées d'un rapport de l'OCDE intitulé « [Private sector engagement for sustainable development \(Mobilisation du secteur privé pour le développement durable\)](#) ».

- Mobiliser le secteur privé comme un moyen et non comme une fin en soi : il ne suffit pas de travailler avec le secteur privé dans le seul but de proclamer que l'État collabore avec ce secteur. La mobilisation – qu'elle prenne la forme d'un partenariat formel ou d'un dialogue ou toute autre forme – doit avoir un but. La collaboration avec le secteur privé constitue un moyen d'atteindre un objectif et non un objectif en soi.
- S'assurer que les institutions sont aptes à remplir leur fonction : il est nécessaire de préciser ce qu'il y a lieu de faire et l'institution la mieux placée pour le faire. Pour toutes les institutions appelées à jouer un rôle qui n'est pas le leur à l'heure actuelle, il convient d'étudier les changements à opérer afin de s'assurer qu'elles sont aptes à accomplir les différentes missions qui leur sont assignées.
- Investir dans un environnement propice aux affaires : il sera plus facile de collaborer avec le secteur privé si les entreprises opèrent dans un environnement doté de normes, de politiques, de règles et d'infrastructures favorables.
- Mettre en place un portefeuille souple de mécanismes de mobilisation du secteur privé : toutes formes de mobilisation ne fonctionneront pas avec tous les types d'entreprises. Il faudrait faire

preuve de souplesse dans la manière dont les secteurs public et privé interagiront pour atteindre différents types d'objectifs.

- Travailler avec un large éventail de parties prenantes : il serait mal avisé de laisser de côté les groupes de la société civile, les associations paysannes, les universités et autres groupes dont l'apport pourrait être bénéfique pour la collaboration et que l'on ne devrait, par conséquent, pas ignorer.
- Considérer le partenariat comme une relation et non comme un contrat : l'interaction doit être à double sens, de sorte à profiter aux deux parties. L'idée n'est pas qu'une partie soit au service de l'autre.
- Prendre des risques si on souhaite que les autres en fassent autant : dans le même ordre d'idées, « on reçoit ce que l'on donne ». Il y a lieu de reconnaître que les deux parties prennent des risques.

#### **DIAPOSITIVE 7 : ÉTUDE DE CAS – Le MALI CONÇOIT UN PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES CDN AVEC LE PARTENARIAT CDN**

*Avant de présenter le cas du Mali, le présentateur peut demander aux participants s'il existe parmi eux des personnes qui ont participé au Partenariat CDN et quelles ont été leurs expériences.*

Le Partenariat CDN est une coalition de pays et d'institutions qui s'emploient à mobiliser l'appui nécessaire pour atteindre des objectifs climatiques ambitieux tout en promouvant le développement durable. Il est dirigé par un Comité directeur comprenant des pays développés et en développement, au nombre desquels figurent 20 pays africains, ainsi que des institutions internationales telles que la Banque africaine de développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le Mali a rejoint le Partenariat CDN peu après la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2016 (COP 22). En août 2017, le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable a organisé une consultation nationale, avec le soutien du Partenariat. Au cours des trois jours de consultation, des représentants du Gouvernement, de la société civile, des milieux de la recherche et du secteur privé ont participé à des groupes de travail afin de mieux identifier les risques et les besoins, ainsi que les opportunités pour différents secteurs.

Dans le cadre des efforts de mobilisation de ressources pour la lutte contre le changement climatique, le Partenariat CDN a apporté une aide pour l'élaboration d'un plan d'investissement dans le climat et le Gouvernement du Mali a appuyé l'accréditation de l'Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales du Mali auprès du Fonds vert pour le climat. Avec cette accréditation, une liste de projets prêts pour exécution et un plan d'investissement du Fonds vert pour le climat, le pays peut proposer des projets aux fins de financement.

En fait, le Mali a déjà commencé à accéder au financement. En partenariat avec la Banque mondiale, le Fonds vert pour le climat a octroyé au pays 22,8 millions de \$ EU pour la mise en œuvre du programme « Hydromet en Afrique », qui contribuera à réduire l'insécurité alimentaire, protéger les moyens d'existence et éclairer le développement des infrastructures. Ce projet permettra de doter le pays d'un système d'alerte précoce qui fournira des informations et lancera des alertes sur les impacts météorologiques et climatiques négatifs pour le secteur agricole.

Le Mali bénéficie également d'un soutien pour finaliser sa Stratégie nationale de financement de l'environnement et plusieurs projets sont en cours de financement. Pour accéder à un reportage vidéo (d'une durée de 4 mn 33 s) sur le Partenariat CDN au Mali, cliquer sur le lien suivant : <https://youtu.be/-zJSy1kXSkl>

#### **DIAPOSITIVE 8 : ÉTUDE DE CAS – LES INVESTISSEURS À IMPACT UTILISENT LE CRÉDIT INTELLIGENT FACE AU CLIMAT AU KENYA**

F3 Life est une start-up qui propose une solution de crédit unique en son genre aux petits exploitants agricoles des pays en développement. Lorsque les clients contractent un emprunt auprès de F3 Life, l'entreprise les aide à améliorer la gestion de leurs terres de manière à améliorer la fertilité des sols pour les générations futures, à protéger les bassins versants, les cours d'eau et les lacs contre la pollution par les engrais et les pesticides, et à débarrasser l'atmosphère des gaz à effet de serre nocifs.

Au Kenya, le fournisseur de microcrédits Juhudi Kilimo, qui compte déjà 32 000 clients, a adopté le système de F3 Life. L'une des raisons de ce choix tient au fait que les pratiques intelligentes face au climat réduisent le risque de mauvaise récolte, augmentant ainsi les chances pour les agriculteurs de rembourser le prêt. Par conséquent, les investisseurs gagneraient à promouvoir des pratiques agricoles intelligentes face au climat.

#### **DIAPOSITIVE 9 : ÉTUDE DE CAS – LES INVESTISSEURS À IMPACT UTILISENT LE CRÉDIT INTELLIGENT FACE AU CLIMAT AU KENYA**

À mesure que les agriculteurs améliorent la gestion de leurs terres en adoptant des pratiques intelligentes face au climat, ils deviennent éligibles à des prêts à taux d'intérêt plus faible, ainsi qu'à des plafonds de crédit plus élevés, comme l'illustre la photo. Les clients reçoivent également des conseils agricoles qui les aident à améliorer leurs rendements et revenus agricoles.

#### **DIAPOSITIVE 10 : COORDINATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ**

Un processus de coordination en cours devrait favoriser les progrès, éclairer la prise de décision et assurer la responsabilité. La mise en œuvre des CDN implique tous les niveaux de l'État et tous les secteurs. Par conséquent, il convient de documenter tous les plans afin d'assurer la cohérence et la coopération. Le partage de ces documents avec les pouvoirs publics et le grand public favorise l'harmonisation des activités et le dialogue national sur les CDN. Afin de promouvoir une collaboration plus étroite avec le secteur privé, on peut traduire les CDN en plans d'action sectoriels pour que les entreprises et les autres acteurs du secteur privé puissent comprendre exactement ce que les CDN signifieront pour eux. Ainsi, des tels plans d'action peuvent impulser les progrès et susciter des réactions.

Pour élaborer des politiques optimales, il est essentiel de consulter publiquement le secteur privé (y compris les représentants des petits exploitants agricoles) sur les intérêts communs et les stratégies. Il existe plusieurs méthodes de consultation du secteur privé. Au nombre des exemples de méthodes de consultation qualitatives, on peut citer les groupes de discussion (essentiellement pour cibler un groupe d'intérêt donné), les entretiens et les ateliers avec des représentants de secteurs ou de régions, ainsi que les réunions publiques. Ces réunions peuvent avoir lieu en direct et sur place, mais également en ligne, à travers des enquêtes ou de forums en ligne.



Les entités privées peuvent accepter les politiques si elles les comprennent. Toutefois, elles n'y adhéreront qu'à condition qu'elles leur soient bénéfiques. Ceci va du plus bas niveau d'agriculteur sur le terrain au plus haut niveau, celui des multinationales. Un agriculteur n'adoptera pas une pratique d'AIC visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de son pays s'il n'en perçoit pas les retombées économiques. De même, les entreprises seront bien plus disposées à respecter les règles si elles comprennent les avantages que celles-ci comportent en termes d'amélioration de leurs résultats financiers.

*Le présentateur peut inviter les participants à partager leurs expériences en matière de coopération avec le secteur privé pour le développement agricole ou pour l'adaptation au changement climatique et/ou l'atténuation de ses effets.*

#### **DIAPOSITIVE 11 : ÉTUDE DE CAS – AMÉLIORATION DE LA TRANSFORMATION LOCALE DE LA NOIX DE CAJOU EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Les efforts déployés en vue de créer des partenariats public-privé (PPP) se sont soldés par des résultats mitigés. La structure multi-parties prenantes comportait des complexités et des coûts de transaction plus importants que prévu, qui sont se sont avérés être un véritable défi. Les différents partenaires avaient des attentes différentes et le processus décisionnel était complexe et lent.

L'interdiction temporaire d'exportation de noix brute au Ghana pour accroître la disponibilité de noix de cajou brute aux fins de transformation au niveau local n'a pas eu l'effet escompté. Les exportateurs de noix de cajou brute ont cessé d'acheter le produit et le prix bord champ a chuté de moitié. Les exportateurs et leurs investisseurs ont été contrariés par cette interdiction qui, du reste, n'a pas permis d'accroître la valeur ajoutée au niveau local comme prévu.

Sources : [www.value-chains.org/dyn/bds/docs/824/DCED\\_ACiGhana\\_July2012.pdf](http://www.value-chains.org/dyn/bds/docs/824/DCED_ACiGhana_July2012.pdf);  
<https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/business/Cashew-price-up-after-revocation-of-export-ban-426580>

#### **DIAPOSITIVE 12 : LES OPTIONS STRATÉGIQUES PEUVENT ÊTRE « SOUPLES » OU « RIGIDES »**

Le secteur privé peut participer à la réalisation des objectifs des CDN dans le cadre de différentes options stratégiques.

Il existe plusieurs instruments stratégiques « souples » qui sont décrites ci-après.

- Les accords volontaires peuvent être un engagement ou une mesure pris(e) volontairement par des acteurs du secteur public ou privé, de manière unilatérale ou conjointe, dans le cadre d'une entente négociée. Certains accords volontaires prévoient des récompenses ou des sanctions liées à la participation à l'accord ou à la réalisation des engagements. Ces accords peuvent aligner les stratégies de développement ou éviter le besoin de recourir à des mesures stratégiques rigides.
- Les subventions et les incitations peuvent prendre la forme de paiements directs, de réductions d'impôts ou de soutiens de prix accordés par un gouvernement pour la mise en œuvre d'une pratique ou d'une mesure donnée.
- Les politiques de recherche, de développement et de déploiement peuvent soutenir et stimuler le progrès technologique à travers un financement ou un investissement direct de l'État, ou par la facilitation d'un investissement, dans des activités de recherche, de développement, de démonstration et de déploiement de technologies.

- Les marchés publics peuvent être utilisés pour promouvoir et prendre en compte les politiques et services environnementaux. Il s'agit souvent d'intégrer des aspects spécifiques tels que la réduction des émissions de GES dans les processus d'approvisionnement.
- La fourniture d'informations par le biais d'ateliers ou de campagnes peut améliorer la sensibilisation et l'accès à la technologie et au financement.

Il existe quatre grandes catégories d'instruments stratégiques « rigides » :

- les règles ou normes, qui indiquent les technologies de réduction (norme technologique) ou les exigences minimales en matière d'efficacité énergétique, de niveau de pollution ou d'autres activités (norme de performance). Elles prévoient, en général, des sanctions en cas de non-respect ;
- les impôts, qui peuvent consister en une taxe prélevée sur chaque unité d'activité menée par une source, notamment une taxe sur les carburants, une taxe sur le carbone, une taxe d'embouteillage ou une taxe à l'importation ou à l'exportation ;
- les exigences en matière de publication d'informations, qui peuvent comprendre des programmes d'étiquetage, des programmes de déclaration des émissions, des systèmes d'évaluation et de certification, des analyses comparatives et des campagnes d'information ou d'éducation visant à changer les comportements au moyen de la sensibilisation ;
- les programmes d'échange de droits d'émission, qui fixent une limite pour les émissions totales des sources spécifiées, obligent les sources à détenir des permis, autorisations ou autres unités équivalentes à leurs émissions réelles et permettent l'échange de permis entre sources. Ces programmes peuvent être appelés systèmes d'échange de droits d'émission ou programmes de plafonnement et d'échange.

### **DIAPOSITIVE 13 : ÉTUDE DE CAS « RIGIDE » – PROJET DE LOI SUR LA TAXE CARBONE EN AFRIQUE DU SUD**

En 2006, le Gouvernement sud-africain a engagé un dialogue national sur les Scénarios d'atténuation à long terme avec des représentants du secteur public, de l'industrie, de la société civile et du monde universitaire. Ces scénarios ont fourni des informations sur les possibilités, les coûts et les avantages de l'atténuation. Les Scénarios d'atténuation à long terme ont éclairé l'élaboration de la Politique nationale de lutte contre le changement climatique de 2011. Ce vaste processus de consultation a conclu, notamment, à la nécessité d'instituer une taxe carbone.

La taxe carbone a fait l'objet d'un long débat et même après son adoption, sa date de mise en application a été reportée à trois reprises. Son entrée en vigueur est prévue pour 2019. Les gros consommateurs d'énergie s'opposent toujours à son application, estimant que les coûts seraient exorbitants.

La taxe carbone est censée :

- être sans incidence sur les recettes de l'État au cours des cinq premières années, les mesures de recyclage prévoyant, notamment, un financement des incitations fiscales pour l'efficacité énergétique et une baisse du coût de l'électricité ;
- permettre une transition sans heurt, car le gouvernement mettra en œuvre des mesures de recyclage des recettes afin que l'impact sur la croissance économique soit minime ;
- introduire les technologies propres de manière rentable, dans la mesure où elle devrait envoyer les signaux nécessaires en termes de prix pour changer les comportements des consommateurs et amener les investisseurs à opter pour les solutions sobres en carbone.

*Le présentateur peut demander d'autres exemples d'instruments stratégiques « rigides » que les participants connaissent bien.*

#### **DIAPOSITIVE 14 : ÉTUDE DE CAS « SOUPLE » – DÉTERMINATION DU COSTA RICA À METTRE EN ŒUVRE LES CDN**

Le Costa Rica a pris très au sérieux la mise en œuvre des CDN. Deux de ses ministères, en l'occurrence le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et le Ministère de l'Environnement et de l'Énergie, ont signé un accord de réduction des émissions du secteur agricole. Cet accord définit également la contribution aux émissions du secteur de l'agriculture et de l'élevage (AFOLU).

Ils sont allés au-delà d'un objectif d'émissions pour définir les conditions que le secteur doit transformer pour devenir résilient et sobre en carbone. Il y avait un intérêt particulier à assurer la participation du secteur privé, y compris les sociétés agricoles à fortes émissions, notamment celles des sous-secteurs du café, de l'élevage, de la canne à sucre, de la banane et du riz.

La mobilisation du secteur privé s'est faite par le biais d'ateliers utilisant une approche participative fondée sur des scénarios du futur, qui ont étudié les voies et moyens par lesquels le pays pouvait aller de l'avant, tiré par une série donnée de moteurs de changement.

*Le présentateur peut demander d'autres exemples d'instruments stratégiques « souples » que les participants connaissent bien.*

#### **DIAPOSITIVE 15 : AIDER LE SECTEUR PRIVÉ À ACCÉDER AU FINANCEMENT CLIMATIQUE**

Le secteur privé doit avoir accès au financement climatique pour pouvoir jouer son rôle dans la lutte contre le changement climatique. C'est la raison pour laquelle, il est essentiel :

1. d'assurer l'accès direct des institutions nationales au financement climatique en s'assurant qu'elles remplissent les conditions requises ;
2. de renforcer les capacités des institutions nationales, dans la mesure où les IFI et les fonds climatiques dépendent d'elles pour évaluer les conditions du marché local, octroyer des prêts en devises et financer de petits projets ;
3. de renforcer le soutien à l'élaboration d'une réserve de projets sobres en carbone ayant un rendement financier acceptable pour la mise à échelle ;
4. de concevoir et mettre en œuvre un système de mesure, de déclaration et de vérification (MDV) du financement climatique permettant d'assurer le suivi de l'impact des dépenses liées au climat et d'en rendre compte.

#### **DIAPOSITIVE 16 : ÉTUDE DE CAS – FONDS POUR UNE ÉCONOMIE VERTE RÉSILIENTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (CRGE)**

L'Éthiopie a mis en place sa Stratégie pour une économie verte résiliente au changement climatique (CRGE) afin d'aligner la croissance de son pays sur les principes du développement durable. Le Fonds CRGE est un organisme de financement visant à faciliter l'accès aux sources de financement nationales et internationales, publiques et privées, et à les combiner.

Les quatre initiatives clés ci-après ont été retenues pour promouvoir la croissance, réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et attirer le financement climatique :

1. Technologies de cuisson rurales avancées ;
2. Chaîne de valeur de l'élevage ;

3. REDD+ ; et
4. Énergie hydroélectrique

#### **DIAPOSITIVE 17 : 5 MESSAGES CLÉS**

1. L'association du secteur privé au processus des CDN peut stimuler la mise en œuvre et donner un coup de fouet à la croissance économique.
2. Il y a lieu d'intégrer l'action climatique dans les politiques et priorités gouvernementales à long terme.
3. Il convient de mettre en œuvre des politiques qui orientent et stimulent l'activité économique (au lieu de nuire à l'économie).
4. Il est nécessaire d'assurer l'accès direct au financement climatique pour les institutions nationales.
5. Il y a lieu de renforcer les capacités des institutions nationales afin de leur permettre de satisfaire les besoins des micro, petites et moyennes entreprises.

#### **DIAPOSITIVE 18 : MERCI DE VOTRE ATTENTION**

Invitez les participants à poser des questions ou formuler des commentaires.

#### **Lectures supplémentaires**

En plus du présent guide et la présentation PowerPoint, il est recommandé de consulter les documents suivants :

- 2017 GCF Brochure "Green Climate Fund Private Sector Facility", disponible en ligne à l'adresse suivante : [https://www.greenclimate.fund/documents/20182/194568/The\\_Green\\_Climate\\_Fund\\_s\\_Private\\_Sector\\_Facility.pdf/c47eacd1-5b93-4fe0-97de-b4b9ebe669d3](https://www.greenclimate.fund/documents/20182/194568/The_Green_Climate_Fund_s_Private_Sector_Facility.pdf/c47eacd1-5b93-4fe0-97de-b4b9ebe669d3)
- 2017 CCAP Report "Mobilizing Private Sector Investment for NDCs", disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://ccap.org/assets/CCAP-Mobilizing-Private-Sector-Investment-for-NDCs-July-2017-1.pdf>
- 2017 CCAFS Blog "Unlocking Climate Finance for Agriculture Through Innovative Financing Mechanisms", disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://ccafs.cgiar.org/blog/unlocking-climate-finance-agriculture-through-innovative-financing-mechanisms#.WmccGa6nGUL>
- 2017 CCAFS Blog "To Meet Climate Goals, Mainstream Climate Change Mitigation in Agriculture Finance", disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://ccafs.cgiar.org/blog/meet-climate-goals-mainstream-climate-change-mitigation-agricultural-finance#.WjjXFFWnGUL>
- 2016 FAO Report "The Agricultural Sectors in NDCs", disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/a-i6400e.pdf>
- 2016 CDKN Guide "Planning for NDC Implementation", disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.cdkn.org/ndc-guide/>
- 2015 CDKN-Dalberg Report "Increasing MSME Access to Climate Finance", disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://cdkn.org/wp-content/uploads/2015/10/CDKN-Dalberg-Access-to-Finance-for-MSMEs-final-1.pdf>

- 2015 WRI-UNDP Report “Designing and Preparing Intended Nationally Determined Contributions (INDCs)”, disponible en ligne à l’adresse suivante :  
<https://www.wri.org/sites/default/files/designing-preparing-indcs-report.pdf>.

## **Guide du présentateur pour**

### **le Module 5 : Prise en compte des aspects sociaux pour un développement inclusif**

Le présent document orientera le présentateur pour le Module 5 de l'atelier de formation.

#### **DIAPOSITIVE 1 : MODULE 5 – PRISE EN COMPTE DES ASPECTS SOCIAUX POUR UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF**

Le présent module est censé durer 60 minutes, dont 40 pour la présentation et 20 pour les questions et la discussion.

Lorsque nous entreprenons des activités de développement, des initiatives de lutte contre les changements climatiques ou des programmes similaires, nous devons nous préoccuper des différentes manières dont les activités affecteront les populations. Ces programmes ne profiteront pas à tous de manière égale. Certaines personnes peuvent en bénéficier davantage que d'autres, et il est possible que certains groupes de personnes soient même affectés de manière négative. De même, il est vrai que les changements climatiques n'affectent pas tout le monde de la même manière. Ainsi, différentes mesures peuvent être nécessaires pour différents groupes sociaux. L'un des exemples les plus évidents concerne le genre : les changements climatiques affectent les hommes et les femmes de différentes manières, en particulier dans le secteur agricole. Toutefois, le genre n'est pas le seul facteur de différenciation. Les habitants de différents systèmes agricoles subiront les conséquences des changements climatiques de différentes manières : les ménages sans terre, les communautés marginalisées, les personnes handicapées et autres doivent être pris en compte pendant la conception et de la mise en œuvre des activités.

#### **DIAPOSITIVE 2 : OBJECTIFS**

- Examiner les considérations d'équité sociale au moment de l'élaboration des plans de mise en œuvre des CDN pour le secteur agricole.
- Accorder une attention particulière à l'examen de l'économie politique, à l'analyse de la problématique homme-femme et à la participation des jeunes à la mise en œuvre.

*Le présentateur doit demander aux participants de contribuer à la discussion tout au long de la présentation en donnant des exemples de différenciation fondée sur le genre dans les programmes existants ou en proposant des méthodes permettant d'inclure des groupes traditionnellement marginalisés.*

#### **DIAPOSITIVE 3 : VOIR PLUS LOIN QUE LES PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE TECHNIQUE**

Dans les modules précédents, nous avons abordé essentiellement les questions techniques liées à ce qu'est l'AIC, ainsi qu'aux voies et moyens de financer les projets relatifs au climat et de collaborer avec le secteur privé. Dans le présent module, nous souhaitons aller au-delà de ces préoccupations d'ordre technique pour aborder les questions sociales, à savoir qui bénéficie de ces projets et comment nous

pouvons nous assurer que les avantages sont partagés de manière équitable et ne profitent pas qu'à un petit cercle de privilégiés.

Tel qu'indiqué dans le premier module, la mise en œuvre des CDN est censée contribuer à la réalisation d'autres objectifs de développement. Les priorités nationales, les Objectifs de développement durable (ODD) et les plans quinquennaux du gouvernement sont quelques exemples d'autres priorités qui pourraient être en concurrence avec les objectifs des CDN ou, espérons-le, alignées sur ceux-ci.

Il est important que les responsables politiques et les décideurs prennent en compte l'incidence qu'aura la mise en œuvre des objectifs des CDN sur les objectifs de développement social et économique. Il peut y avoir des synergies, mais des compromis peuvent s'avérer nécessaires également, dans certains cas. Par exemple, les efforts de réduction des émissions de carbone ne vont pas toujours de pair avec certains objectifs de développement tels que la construction de routes. En revanche, la réalisation des objectifs de boisement ou de reboisement dans le cadre des stratégies environnementales est compatible avec les objectifs des CDN. Il peut aussi y avoir des effets d'entraînement. Dans le cas de la construction de routes, le projet peut donner lieu à une augmentation des émissions de GES, mais également améliorer la liaison des agriculteurs avec les marchés agricoles, réduisant ainsi les pertes après récolte, qui font partie des pertes et gaspillage de nourriture et contribuent aux émissions de GES.

#### **DIAPOSITIVE 4 : VOIR PLUS LOIN QUE LES PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE TECHNIQUE – ÉCONOMIE POLITIQUE MULTIDIMENSIONNELLE**

Un certain nombre des questions d'équité doivent être prises en compte pendant la conception des programmes et activités qui feront partie des CDN. Il est peu probable que le financement climatique profite de manière égale à tout le monde. Aussi, devons-nous réfléchir à la manière de concevoir la mise en œuvre de sorte à éviter de créer des inégalités inutiles. Nous devons penser aux bénéficiaires du financement climatique en termes de secteurs, de chaînes de valeur, de communautés et de ménages.

Par exemple, si l'accès au financement est possible pour les acteurs du secteur agricole, mais moyennant la garantie d'un titre foncier en bonne et due forme, comment cela peut-il affecter les paysans qui ne disposent pas de terre ou louent leurs terres agricoles, ou les femmes qui pourraient ne pas détenir de titre foncier pour les terres qu'elles cultivent ?

Nous devons également prendre en compte la manière dont la promotion et l'adoption des pratiques d'AIC pourraient modifier les relations au sein des secteurs, des chaînes de valeur, des communautés et des ménages.

Quelques diapositives présentent des méthodes d'analyse des implications sexospécifiques des pratiques d'AIC. Nous devons veiller à éviter, dans la mesure du possible, d'introduire des pratiques qui augmentent la charge de travail des femmes. L'augmentation du temps ou des efforts consacrés à l'agriculture par les femmes peut avoir une incidence négative pour celles-ci en réduisant le temps disponible pour s'occuper des jeunes enfants, ce qui pourrait avoir pour conséquence une alimentation plus pauvre. Il y a lieu d'examiner pleinement ces types de considérations avant la mise en œuvre de tout projet ou activité.

#### **DIAPOSITIVE 5 : VOIR PLUS LOIN QUE LES PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE TECHNIQUE**

Nous devons également réfléchir aux questions de pouvoir et de contrôle, en particulier lorsque nous intervenons au sein de communautés ou d'organisations communautaires. « L'accaparement des bénéfices par les élites » est un concept bien établi et les responsables de la mise en œuvre des programmes doivent savoir qui y participe et de quelle manière. Il convient d'accorder une attention particulière à ce qui suit :

- les décideurs ;
- les informations et l'autorité sur lesquelles elles reposent ; et
- la manière dont les interventions d'AIC pourraient faire basculer le pouvoir.

D'importants progrès ont été réalisés, au cours des deux dernières décennies, en ce qui concerne le recours aux processus participatifs. Toutefois, nous devons savoir qui conçoit et facilite le processus, qui a voix au chapitre et, surtout, qui n'est pas entendu. Les groupes marginalisés sont différents dans des contextes différents. Dans certains contextes, il peut s'agir des femmes, dans d'autres, des jeunes ou, dans d'autres encore, d'une minorité religieuse ou ethnique.

#### **DIAPOSITIVE 6 : APPROCHES ASCENDANTES**

Au lieu ou en plus de concevoir toutes les interventions à partir d'un bureau situé dans la capitale, voire d'un autre pays, l'un des moyens de prendre en compte le savoir local dans la conception de projets liés aux CDN consiste à adopter une approche ascendante. Dans la plupart des pays, on constate que les agriculteurs et les éleveurs ont déjà adopté certaines pratiques qui pourraient être considérées comme intelligentes face au climat. Ceci leur permet également d'avoir une idée des services ou installations qu'ils pourraient utiliser mais dont ils ne disposent pas encore. Commencez par poser les questions suivantes : « Quelles sont les pratiques et dynamiques d'adaptation locales que les agriculteurs et les éleveurs sont déjà en train de s'approprier ? » « Ces pratiques peuvent-elles être déployées sur une plus grande échelle et/ou étendues à d'autres localités ? »

Envisagez l'introduction d'options d'adaptation bien évaluées qui ont été privilégiées par les agriculteurs locaux et permettent de faire face aux principaux risques climatiques dans la localité. Il y a moins de chances que les pratiques d'AIC soient adoptées si elles ne constituent pas une priorité pour les agriculteurs locaux ou ne leur permettent pas de faire face aux risques auxquels ils sont confrontés.

Des preuves relatives à la hiérarchisation des priorités des agriculteurs peuvent aider à prendre des décisions éclairées conformes aux politiques gouvernementales. Faites appel à des chercheurs de centres nationaux ou internationaux de recherche agricole pour aider à recueillir des preuves concernant les préférences des agriculteurs. Des études peuvent être effectuées sur le consentement à payer pour certaines technologies, les implications sexospécifiques des pratiques d'AIC et d'autres priorités des agriculteurs.

Toutes les zones n'auront pas besoin des mêmes interventions. Compte tenu de la diversité des systèmes agroécologiques et de la différence des contextes sociaux, une variété d'approches sera nécessaire dans chaque pays. L'identification et la hiérarchisation des technologies d'AIC aident à concevoir un portefeuille d'investissement dans diverses zones agroécologiques.

#### **DIAPOSITIVE 7 : EXEMPLE D'OUTIL – ÉVALUATION RAPIDE DE L'AIC**



À présent, nous allons passer en revue plusieurs exemples d'outils que l'on peut utiliser pour évaluer les implications sociales de différentes technologies et pratiques d'AIC.

Le premier outil que nous examinerons est l'outil d'évaluation rapide de l'AIC. Il s'agit d'une approche combinée qui s'appuie sur des **outils participatifs ascendants, qualitatifs et quantitatifs** permettant d'évaluer l'hétérogénéité des contextes locaux et de hiérarchiser les **options d'AIC spécifiques à chaque contexte**. Cet outil utilise également des méthodes désagrégées par sexe afin que l'on puisse comprendre comment les hommes et les femmes pourraient évaluer différemment les pratiques d'AIC.

L'outil d'évaluation rapide de l'AIC peut également évaluer les écarts au sein et entre districts des systèmes agricoles, des pratiques de gestion, des défis et de la vulnérabilité climatique pour éclairer le ciblage de l'AIC. Les méthodes utilisées sont des entretiens avec des informateurs clés et des agriculteurs, des ateliers participatifs, une matrice de classement par paires et des informations sur les contraintes auxquelles font face les agriculteurs. Toute l'évaluation peut être effectuée en 2 mois.

Cet outil a permis de mobiliser un investissement de 15 millions de dollars EU en Ouganda. Le manuel peut être consulté à l'adresse suivante :

<https://dataverse.harvard.edu/file.xhtml;jsessionid=00820812934f520966dc6f9b4904?fileId=2782318&version=RELEASED&version=.0>.

#### DIAPOSITIVE 8 : POURQUOI INTÉGRER LE GENRE DANS LES CDN ?

Il est bien établi que les hommes et les femmes sont touchés par les changements climatiques et y font face de différentes manières. Pour en savoir davantage sur les effets des changements climatiques sur l'agriculture et le genre, veuillez consulter le site suivant : <https://gender.cgiar.org/themes/gender-climate-change-gendercc/>. Les changements technologiques (notamment l'AIC) peuvent également répartir les effets de manière inégale entre les groupes sociaux. Par exemple, les hommes peuvent adopter une nouvelle technologie qui apporte une valeur ajoutée aux produits agricoles et empêche les pertes après récolte, tandis que l'introduction de cette technologie peut empêcher les femmes de bénéficier de manière égale des revenus générés. Une autre ressource pertinente pour l'intégration du genre dans l'AIC est disponible auprès de la FAO à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/a-i5299e.pdf>.

Pour tout projet, les informations doivent être mises à disposition des hommes et des femmes, des garçons et des filles, et rendues accessibles pour eux/elles, et toute augmentation potentielle de la charge de travail doit être réduite au minimum.

#### DIAPOSITIVE 9 : PRÉOCCUPATIONS LIÉES AU GENRE

Quelles sont les mesures à prendre pour veiller à ce qu'une initiative liée à l'agriculture dans le cadre de la mise en œuvre des CDN réponde aux besoins des femmes ? On peut utiliser les critères suivants pour évaluer si une approche sensible au genre est adoptée dans le cadre des pratiques sensibles à l'AIC :

1. la mise au point et l'application de la pratique ont été éclairées par une **analyse sexospécifique** ;
2. toutes les activités liées à la pratique ont vu **la participation et la collaboration des hommes et des femmes**, en particulier ceux qui la mettent en œuvre ;

3. des efforts sont déployés afin de **réduire les obstacles à l'adoption** de la pratique ;
4. la pratique comporte des **avantages immédiats pour les hommes et les femmes** ;
5. la pratique comporte des avantages à long terme **pour les hommes et les femmes**.

#### **DIAPOSITIVE 10 : CONSIDÉRATIONS DE GENRE POTENTIELLES DE DIFFÉRENTES PRATIQUES SENSIBLES À L'AIC**

La diapositive présente un tableau adapté d'une publication relative à l'AIC et au genre traitant des différentes caractéristiques de deux pratiques d'AIC possibles : l'agriculture de conservation et le maraîchage amélioré. Une analyse sexospécifique permet de voir qu'il existe des différences quant à la manière dont les pratiques affecteront les femmes en particulier. Dans le cas de l'agriculture de conservation, les avantages mettent beaucoup de temps à se matérialiser et le contrôle que les femmes peuvent avoir sur le revenu tiré des pratiques est faible. Dans celui du maraîchage amélioré, en revanche, les avantages se matérialisent plus ou moins rapidement et les femmes ont plus de chances de pouvoir contrôler les revenus générés.

De telles analyses sexospécifiques doivent être effectuées avant la promotion de toute activité éventuelle d'AIC dans une zone donnée. Ce type d'information peut aider à veiller à ce que les avantages de la mise en œuvre des CDN soient partagés de manière plus équitable entre hommes et femmes.

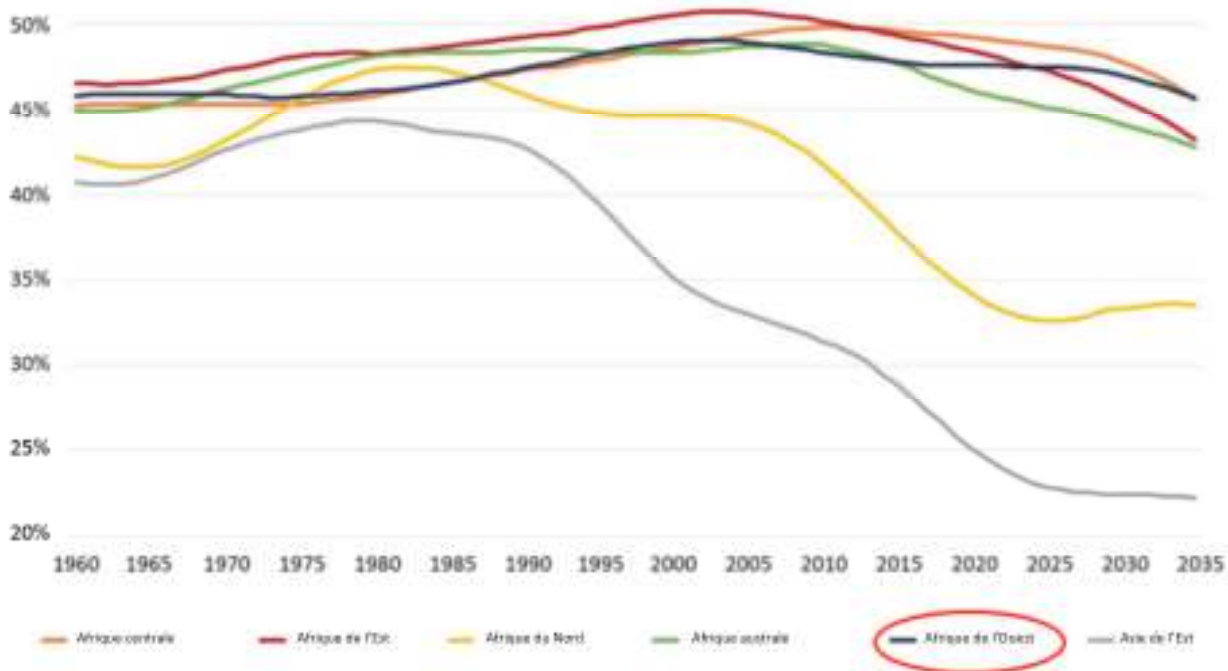
#### **DIAPOSITIVE 11 : LES JEUNES DANS L'AGRICULTURE**

Nous avons beaucoup entendu parler, ces derniers temps, des efforts visant à impliquer davantage de jeunes dans l'agriculture. Le thème de la « jeunesse » revient souvent, en particulier dans le contexte africain. Il existe un consensus général sur le fait que de nombreux jeunes sont réticents à poursuivre les activités agricoles de subsistance de leurs parents. L'impression est que les jeunes perçoivent l'agriculture comme une industrie à trop forte intensité de main-d'œuvre et sale, et qu'ils recherchent des emplois dans d'autres secteurs.

Bien que chacun soit libre de choisir sa propre carrière, nous pouvons également encourager les jeunes à envisager de travailler dans le secteur agricole, étant donné que la population des agriculteurs qui produisent la majeure partie de la nourriture que nous consommons vieillit et qu'il est indispensable que des jeunes assurent la relève. De plus, la population de jeunes en Afrique continuera de croître pendant un certain temps et il va de soi qu'ils ne trouveront pas tous un emploi dans d'autres secteurs. L'agriculture peut être une option viable pour nombre d'entre eux.

## DIAPOSITIVE 12 : GRAPHIQUE ILLUSTRANT L'EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE DES JEUNES

Le graphique ci-après montre que le nombre de jeunes, en termes de pourcentage de la population, demeurera élevé jusqu'en 2025 et ne baissera pas très rapidement, en particulier dans les régions africaines.



Source : [OIM et UA, 2018](#)

## DIAPOSITIVE 13 : LES JEUNES DANS L'AGRICULTURE

Lorsque nous envisageons l'agriculture sous l'angle d'un secteur qui ne se limite pas à la culture d'un champ, nous pouvons commencer à percevoir d'autres moyens d'y impliquer les jeunes. Il existe toute une chaîne de valeur des emplois susceptibles d'être occupés par des jeunes. Nous devons aller au-delà d'une conceptualisation étroite de l'agriculture pour voir l'ensemble du système alimentaire : la recherche agricole, la fabrication et la vente d'équipements, la fourniture d'intrants agricoles, la transformation et l'apport d'une valeur ajoutée, la science alimentaire, l'éducation nutritionnelle et la vente de denrées alimentaires sont quelques-unes des opportunités qu'offre le secteur.

Les stratégies adoptées pour collaborer avec le secteur privé peuvent également aider à attirer les jeunes vers le secteur agroalimentaire. Dans le même temps, il convient de reconnaître que les jeunes doivent surmonter différents obstacles lorsqu'ils s'engagent dans le secteur agricole. S'ils ne sont pas encore mariés, ils peuvent ne pas avoir accès à leurs propres terres. L'accès au crédit financier constitue un important obstacle à surmonter. La mise en œuvre des CDN dans le secteur agricole peut aider à lever certains des obstacles qui empêchent les jeunes de participer à l'agriculture.

#### **DIAPOSITIVE 14 : MESSAGES CLÉS**

Les principaux messages que nous avons abordés dans ce module se résument comme suit :

1. les changements climatiques affectent différemment différents groupes ; ceux-ci peuvent également réagir et contribuer à la réalisation des objectifs des CDN par différents moyens ;
2. un examen minutieux des bénéficiaires des flux de financement climatique est nécessaire pour assurer un développement équitable ;
3. afin d'accroître leur taux d'adoption, toutes les pratiques d'AIC doivent faire l'objet d'analyses sexospécifiques ;
4. on ne doit pas oublier de prendre en compte les jeunes pendant l'élaboration des plans de mise en œuvre des CDN et en assurant l'accès au financement climatique.

#### **DIAPOSITIVE 15 : MERCI DE VOTRE ATTENTION**

Demandez aux participants s'ils ont des questions ou des commentaires.

#### **DIAPOSITIVE 16 : RESSOURCES CONCERNANT LE GENRE ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE**

La présente diapositive contient des liens vers des ressources utiles concernant le sujet.